

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

ESPAGNE :



LE PREMIER ASSAUT

sommaire

ARMEE

Les dossiers sont vides p. 4
La solidarité s'accroît p. 5
Le CERES et l'armée p. 6
Le mouvement des soldats en Italie p. 6

POLITIQUE

Les travailleurs bretons face à Chirac p. 8
L'Eglise, le PC et la sexualité p. 9

LUTTES OUVRIERES

A Sainte Livrade p. 10
Points chauds p. 11

ESPAGNE p. 12 et 13

PORTUGAL p. 14 et 15

ANGOLA p. 16

NOTES INTERNATIONALES p. 17

ETUDIANTS

La réforme du deuxième cycle p. 18
Mobilisation à Nantes p. 18

QUOTIDIEN

Problèmes de locaux p. 18
Bilan du n° 002 p. 21

CULTURE

Dans les MJC p. 22
Le book-business p. 23

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004
Téléphone : 272 88 96 et 272 68 82

Directeur de publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »
10, Impasse Guéméné - Paris 4ème
par avion : écrire à « Rouge »
Seules les demandes accompagnées du règlement
sont prises en compte. Joindre 3F et la dernière
bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM

ADRESSE

ABONNEMENT DESIRE

COURRIER 002

Une réussite à de nombreux points de vue

● Mon compagnon et moi nous intéressons beaucoup à l'entreprise de création du quotidien qui se précise de plus en plus à nos yeux.

Nous pensons que vous auriez à améliorer le programme télé qui n'est pas assez critique : il comporte deux brèves critiques de films mais rien sur les émissions de télévisions proprement dites qui sont très nombreuses. D'autre part, le quotidien est encore à l'heure actuelle amputé d'une partie importante de lui-même : les Tribunes libres. Il ne vous était peut-être pas possible dans les conditions où le journal paraît, d'en passer, mais à la prochaine parution d'un numéro 0, il nous semble qu'elles seront indispensables pour pouvoir mesurer l'originalité de ce nouveau quotidien.

Mais il n'y a pas que des critiques à formuler. Le numéro 02 est une réussite à de nombreux points de vue.

D'une part, vous avez tenu compte des critiques faites au sujet du n° 01 : les photos ont leurs légendes, la mise en page est meilleure et plus lisible, le format définitif nous paraît très pratique : grand, mais maniable. La « une » est bien meilleure également, elles est beaucoup plus attirante que pour le numéro 01. Elle n'est pas accrocheuse pour autant. Sa mise en page est bonne : les bandes horizontales en gris donnent beaucoup de clarté. Les titres sont très bien rangés, en ordre d'importance (un titre important pour l'étranger, un pour la France, tous deux centrés autour de luttes ouvrières, ce qui est très bon) « Au sujet de l'affaire de la CIA vous évitez habilement le côté « presse à sensation » qui nous avait choqués dans les deux numéros de Libération donnant les noms des agents de la CIA à Paris. D'autre part nous vous félicitons pour l'importance des articles en particulier des critiques de cinéma.

A. et J.L. Rouen

un éditorial

● Bravo pour le n° 002 ! A mon avis, il est plus clair et plus attirant que le 001, notamment la couverture. Il me semble qu'il faudrait tout de même un éditorial qui engage sur l'actualité de tous les jours la LCR.

Laurent
militant CGT

Surtout des critiques de forme.

● Voici, à vif, mes critiques et celles de ma femme, sur le N° 002.

- 1) Format : trop grand, pas pratique
- 2) Rouge doit être écrit en rouge. De plus ça se voit mieux en librairie.
- 3) La photo à la une ? Assez mystérieuse. On l'a retournée dans tous les sens. Plutôt ésoérique.
- 4) La « une » est trop touffue, pas assez aérée, ne donne pas envie de lire.
- 5) Article Portugal : UDP c'est quoi ça ?
- 6) Les articles arts, cinéma, gagneraient à être plus simples surtout celui sur les « dents de la mer ». Globalement c'est moyen. Pas de

changement par rapport au 01 (à quoi servent les critiques ?). En fait c'est surtout des critiques de forme, le fond est bien. La conception des rubriques est bonne. Certains articles restent trop compliqués, durs à lire, s'adressant aux initiés qui connaissent par cœur l'extrême-gauche portugaise, espagnole, ou alors, ce qui est plus grave, à des gens qui lisent déjà la Monde ou un autre journal.

C'est tout pour l'instant.

P.A. Dijon

Le piège à éviter.

● Je viens de découvrir aujourd'hui votre nouveau quotidien et je vous écris car je tiens à vous dire que vous pouvez d'ores et déjà me compter parmi vos fidèles lecteurs.

Le piège à éviter, est avant toute chose, de s'enfermer dans une chapelle idéologique rigide quelle qu'elle soit, carcan qui couperait inévitablement le journal des véritables actions révolutionnaires. Nous désirons un quotidien ouvert à toutes les formes de la contestation, depuis l'anarchisme jusqu'au diverses formes du mouvement « underground » qui, quoi qu'on en dise, sont souvent très subversives.

Nous souhaitons donc avant tout que « Rouge » quotidien soit un outil accessible à tous les mouvements exerçant la moindre activité révolutionnaire, subversive et qui n'ont pas les moyens de se payer le luxe d'un organe qui leur soit propre.

Donc, plus que le simple organe de la L.C.R. il faut que le quotidien soit le reflet de toute forme de contestation du système, sans aucun sectarisme, même si parfois il pouvait en résulter quelques contradictions quant à la forme ; le fond est toujours le dénominateur commun et l'essentiel la Révolution, c'est à dire la liberté : car ne l'oublions pas, amis, la Révolution sera libérale, totale, ou ne sera pas : le sectarisme en est donc exclu.

J.Y. A. - Toulouse

Symbolisme

Pour autant que j'ai pu en juger, j'estime qu'il n'est pas mal du tout ce quotidien et son éclectisme des sujets m'a rassuré. En effet, je pense qu'un tel journal peut aborder absolument tous les grands thèmes d'actualité, l'important ne résidant pas dans le choix des sujets mais bien dans leurs analyses. (cf. votre article sur le rugby).

Je pense, quant au contenu, que nous avons toutes les raisons d'être optimiste surtout lorsque on sait que le véritable quotidien sera plus abondant et permettra donc une certaine originalité de thèmes.

Ceci dit, je pense que « Rouge Quotidien » souffre d'un défaut commun à la plupart des quotidiens. Je veux parler de la couverture qui aborde en vrac un nombre important d'articles qui renvoient tous à une page ultérieure. Ceci est particulièrement incommode dans la mesure où l'on est tenu de tourner et retourner sans cesse les pages pour passer du début d'un article à sa suite et de la fin d'un même article au début d'un autre. A moins de lire intégralement la première page mais alors c'est le plus complet des mélanges ! C'est pourquoi je pense à deux formes possibles de présentation : la première n'apporterait pas grand changement, mais plutôt que d'entamer un article dans sa profon-

deur, elle se contenterait d'en présenter un petit éditorial ou de résumé qui pourrait être lu séparément à l'article sans causer de grande gêne. La deuxième se contenterait de présenter le fait d'actualité le plus important du jour dans sa totalité, orné de photos ou de dessins, avec, à ses côtés un sommaire le plus exhaustif possible sur le contenu du journal ce qui permettrait une lecture bien plus ordonnée.

Ne pensez-vous pas qu'une telle forme de présentations serait plus pratique ? On pourra, bien sûr, me rétorquer qu'il n'existe actuellement aucun quotidien procédant de cette manière, mais cela serait justement une innovation digne d'une organisation révolutionnaire !

Un autre point encore : je crois nécessaire la présence de la faucille et du marteau (je ne pense pas que cela pose de gros problèmes techniques et j'ai remarqué, sur la droite du titre « Rouge » un vide largement suffisant pour y recevoir cet ornement). Bien sûr, comme ledisait un camarade, la couleur est largement annoncée ! Fort juste, mais devant la prolifération actuelle des journaux gauchistes, parallèles ou marginaux, on peut se demander de quelle tendance est cette couleur. C'est pourquoi je pense que le sigle de la 4^e Internationale me paraît nécessaire (comme, d'ailleurs la plupart des journaux trotskystes étrangers).

Bien sûr ce n'est pas d'une très grande importance, c'est une pure question de symbolisme et, pourquoi pas, d'esthétisme !

D.J.
(actuellement bidasse)

Des dossiers sur la sexualité

● Adhérent JC je suis sympathisant des « Comités Rouge » (et de la LCR) et je prends depuis un an « Rouge » régulièrement. La lettre d'un camarade (p.2 Rouge N°331) appelant à un débat sur l'homosexualité. Les récentes déclarations du Vatican sur ce domaine font que ce dossier devient indispensable.

Il est vrai que la LCR n'est pas très claire sur la question des homosexuels et pourtant pas mal de ses militants ont des tendances homosexuelles plus ou moins importantes. Moi même homophile, je me bat dans mon organisation (réformiste et stalinienne) sur ce domaine et je vois que les JC sont de plus en plus étonnés des positions réactionnaires du PC.

Je vous propose d'inclure tous les quinze jours un dossier sur la sexualité, ses problèmes (l'oppression de la femme...) dans le « genre » de celui du Rouge 331 sur « l'abandon de la dictature du prolétariat ». Bien sûr l'homosexualité aurait une place égale avec l'hétérosexualité (dans ce dossier).

Pourquoi ne pas donner la parole aux diverses organisations d'homophiles et en particulier au G.L.H. (comme à la fête) trop peu connus, trop peu aidés.

Avec ce vaste dossier qui tout en éclairant l'homosexualité éclairerait la position de la Ligue, un débat pourra peut-être naître avec tous les lecteurs de Rouge.

Enfin, une question directe. Un homophile « doit »-il se prostituer ? N'y a-t-il pas contradiction avec ses idées ?

Voilà en espérant que vous m'éclairerez sur ce gigantesque problème, je vous envoie mes salutations communistes (pas stalinienne !) et je vais continuer à me battre pour le quotidien.

J.A. Marseille

ESPAGNE : UNE SITUATION EXPLOSIVE

L'Espagne de janvier 76 offre une image ahurissante. Les partis politiques n'y sont toujours pas autorisés, et pourtant on n'a jamais vu un tel foisonnement de sigles, de regroupements, de partis en gestation. Pas un hebdomadaire qui ne publie une enquête exhaustive sur les forces politiques, toutes variantes de l'extrême-gauche incluse. Quant aux principaux porte-paroles du Parti socialiste et du Parti communiste, ils apparaissent de plus en plus publiquement, à travers des conférences, des déclarations à la presse qui sont largement reproduites.

Une telle contradiction ne peut s'éterniser. Pourtant, à une semaine seulement du discours-programme que doit prononcer le 28 janvier Arias Navarro au nom du gouvernement, les perspectives ne sont toujours pas claires : on parle d'élargir le droit d'association, de réunion et de manifestation, mais les déclarations à ce sujet se contredisent souvent. Celle d'Arias Navarro à Newsweek, annonçant la légalisation des partis avait fait l'effet d'une bombe ; aussitôt après, il a officiellement dénoncé comme une interprétation abusive le texte de Newsweek.

Si la démarche paraît aussi incertaine, c'est que la bourgeoisie, d'accord sur l'ouverture inévitable, sur la tentative d'instauration d'un Etat fort, demeure divisée sur plusieurs points fondamentaux. Sur le type de compromis gouvernemental nécessaire d'abord entre partisans de la libéralisation contrôlée et héritiers directs de la dictature. Sur l'attitude envers le mouvement ouvrier ensuite : la majorité souhaiterait légaliser la social-démocratie (forte de ses appuis européens) pour avoir dans la classe ouvrière un interlocuteur raisonnable, tout en laissant hors la loi un Parti communiste peu sûr, en dépit de ses promesses, Fraga et Areilza, ont depuis longtemps exprimé leur soutien à ce type de solution ; la presse qu'ils influencent soumet le PSOE à un mitraillage intense en lui montrant, à travers l'exemple français, les méfaits d'une alliance socialo-communiste. Cependant, la mise à l'écart du PC est actuellement impossible du fait que c'est lui qui contrôle les dirigeants reconnus des commissions ouvrières et la majorité des délégués syndicaux. Sur ce terrain, le PS ne fait pas le poids.

Le Parti communiste qui d'ailleurs a bien vu venir la manœuvre n'entend pas rester en rade. Il fait aujourd'hui tout son possible pour démontrer sa représentativité et faire comprendre que toute tentative de stabilisation passe par sa propre légali-

sation. Il est donc résolument engagé dans les luttes ouvrières actuelles tout en s'efforçant d'éviter une centralisation qui risquerait d'aboutir à un affrontement direct avec le pouvoir. D'abord parce qu'il ne tient pas à jeter bas le gouvernement sur la base d'une grève générale. D'autre part, parce que l'alternative démocratique dont il se réclame n'est toujours pas au point : les négociations entre la Junte démocratique et la Convergence démocratique, qui seraient sensées donner naissance à une plateforme commune et à un accord de gouvernement provisoire piétinent. Il semble de plus que la démocratie chrétienne de Ruy Gimenez, membre de la Convergence, qui se trouve à la charnière entre l'actuel gouvernement et l'opposition, ait annoncé la tenue d'un congrès aux environs du mois de Mai. Elle aurait ainsi un prétexte pour faire suspendre les négociations entre Junte et Convergence en invoquant le fait qu'un accord avec le PC est une chose assez importante pour requérir « démocratiquement » l'accord de son congrès.

La formation du Conseil de Catalogne est également venue jeter de l'huile sur le feu. Le PC qui porte en Catalogne le nom de Parti socialiste unifié de Catalogne en est partie prenante, alors que le PSOE en a été exclu sous prétexte qu'il est un parti « national », sans référence spécifique à la Catalogne.

Tant que n'existera pas une solution politique, un pacte élargi, signé en bonne et due forme, le PC espagnol ne s'engagera pas au-delà de certaines limites dans une épreuve de force qui pourrait signifier son propre débordement.

Le jeu est serré, et les marges étroites. Les accords politiques de sommet se multiplient et s'étendent au niveau régional : après le Conseil de Barcelone, ceux de Valence et de Galice. Il s'agit essentiellement de sortes de préparlements à travers lesquels les partis réformistes s'efforcent de négocier de façon différenciées avec les composantes régionales de la bourgeoisie espagnole. Mais indirectement, ces organismes ont un effet contradictoire : plus on descend vers la base, plus les personnalités bourgeoises se raréfient, et plus les assemblées locales et de quartiers tendent à se réduire à des organes unitaires de mobilisation ; le succès de la grande manifestation de Valence, vendredi dernier, convoquée à l'origine par le Conseil, et qui a réuni trente mille personnes en est un bon exemple.

Le mouvement de luttes actuel est encore trop neuf et inexpérimenté pour déborder spontanément les projets réformistes. Mais si cette situation explosive devait se prolonger, une fois mûries les leçons, la nouvelle vague inévitable à court terme pourrait bousculer les organisations réformistes elles-mêmes et non plus seulement le gouvernement.

D. B.

15 Février. Montée nationale sur Paris

● A l'appel du Comité national pour la libération des militants et soldats emprisonnés (1), toutes les villes de France enverront des délégations massives à Paris pour exiger la libération de nos camarades et l'arrêt des poursuites. Dès à présent tous ceux qui soutiennent cette initiative doivent se réunir pour organiser en commun la propagande, le regroupement et les départs pour cette marche. Des comités de préparation se créent qui regroupent non seulement les organisations qui soutiennent le Comité national mais de nombreuses personnalités et des sections syndicales en accord avec le projet.

Il nous reste trois semaines, c'est à dire qu'il n'y a plus une minute à perdre dans les entreprises, les bureaux, les écoles, les quartiers. Dimanche 15 Février, nous serons des milliers et des milliers à Paris solidaires des « démoralisateurs ».

Une affiche nationale sera prête bientôt dans les locaux du PSU, de la LCR, de l'OCR et de Politique Hebdo.

un journal unitaire pour la campagne de solidarité

● Sur un point au moins, l'offensive généralisée du pouvoir contre le mouvement des soldats et contre ceux qui les soutiennent aura produit un effet positif : l'unité renforcée entre les différentes composantes du mouvement antimilitariste civil. Pour la première fois, le Comité de défense des appelés, le Comité antimilitariste, le Comité de lutte des objecteurs et l'insoumission collective internationale ont sorti un journal commun. A l'heure où la presse aux ordres voit partout la main d'un rouge complot international, à l'heure aussi où la gauche traditionnelle s'embourbe dans les marais de la « défense nationale », le journal montre ce qu'est vraiment l'antimilitarisme, et dénonce son pendant : le militarisme.

Face aux attaques du pouvoir, l'unité s'impose. C'est pourquoi nous déplorons qu'IDS n'ait pas cru devoir s'associer à cette initiative unitaire.

Arme de lutte dans la campagne de solidarité actuelle, ce journal est aussi un premier pas non négligeable dans la voie de l'unification de l'ensemble des mouvements antimilitaristes civils.

Ce journal sera disponible à partir du vendredi 23 janvier.

Passer vos commandes ! Prix de l'exemplaire : 3 francs (20 pages).

Jeudi 29 janvier à 20h

A LA MUTUALITE

Spectacle organisé au profit des activités du Comité national pour la libération des militants et soldats emprisonnés.

Avec notamment :
Yvan Dautin Casthélmis
Joan-Pau Verdier Mass Devia
Troupe Z Lard Free

Projection du film « Les sentiers de la gloire »

Les bons de participation aux frais (10F) sont en vente dans les locaux de : PSU, LCR, OCR, PH.

Rouge n° 332 page 4

ARMEE

LES DOSSIERS DE GALLUT

UN GROS PLEIN DE VIDE

Les dossiers de l'accusation sont maintenant rendus publics. C'est patent : ils sont vides, archi-vides. Malgré — ou à cause ? — de cela, nous avons assisté à une relance de la répression.

■ Deux éléments bien précis fondaient la saisie de la Cour de Sûreté de l'Etat par le ministre de la Défense : l'existence d'un « mouvement subversif » se développant « autour des unités », et les « collusions avec l'étranger ».

Pour la subversion, selon le ministre Bourges, les coupables possibles sont à chercher du côté des organisations spécialisées dans l'anti-militarisme, naturellement, mais aussi du côté d'organisations « à vocation plus large », « la LCR, le PSU, des sections ou Unions locales de la CFDT ».

Pour la collusion avec l'étranger, ce sont les « milieux gauchistes et anti-militaristes allemands » qui sont dans la ligne de mire, ainsi que la LCR, qui est à l'initiative de plusieurs meetings où prennent la parole des soldats ou officiers portugais.

Que retrouve-t-on de tout cela dans des dossiers de l'inculpation ? A vrai dire pas grand-chose. Les « présomptions précises et concordantes » qui pèsent sur les dangereux complotiers que le juge Gallut persiste à maintenir incarcérés, ne peuvent que laisser rêveur le lecteur des dossiers.

Comme charges accablantes, le juge Gallut n'a guère plus à proposer que la découverte d'une « importante » documentation anti-militariste au domicile de certains inculpés. C'est le cas pour Stambouli, Touati, Baudoin, Marcoux, Houssin. Chez Stambouli, crime des crimes, on trouve des notes manuscrites traitant de la guerre révolutionnaire et, horreur suprême : des « documents en langues française et portugaise ».

Chez d'autres inculpés on trouve du matériel de ronéotage (très exceptionnel chez un militant ouvrier !) et des tracts sur l'armée ayant été diffusés... ou étant susceptibles de l'être.

A un Gérard Jussiaux, on reproche des « des contacts personnels » (qu'il « ne conteste pas », pardi !) avec des soldats désireux de fonder une section syndicale. On lui reproche aussi d'avoir conduit une délégation syndicale dans une caserne de Besançon. Acte clandestin et subversif s'il en est ! On lui reproche enfin d'avoir fait assumer à l'UL-CFDT dont il est responsable la publication d'un tract du 19^e RA, et d'avoir participé à une conférence de presse avec des soldats de ce régiment.

A un Julien, Gallut reproche d'être directeur des publications d'IDS. Publications qui font preuve, comme chacun sait, d'un « anti-militarisme qui paraît caractérisé ». « Le symbole de l'association, note gravement le rapport Gallu, est d'ailleurs un point fermé traversant un casque ». Une preuve de taille, on en convient... !

A un Michel Oger, membre du Comité de soldats

de Cazaux, on reproche une activité d'animation du comité qui « paraît ». Mais la preuve décisive contre lui est qu'il a assisté le 3 avril 1974 à un meeting de Rouge... au Mans. En avril 74 ! bien avant l'ouverture de l'enquête de la Cour de Sûreté : voilà qui en dit long sur les filicages qui pèsent en tout temps sur les appelés soupçonnés d'être des militants.

Un détournement du pouvoir judiciaire

Voilà pratiquement ce que contiennent les dossiers. C'est tout. La conclusion évidente est celle que tirent les avocats :

1^o Le dossier est constitué par l'amalgame de faits non seulement dispersés dans le temps mais dont il est constant qu'ils n'ont aucun lien entre eux et correspondent de la part de leurs auteurs à des prises de positions parfois très différentes.

2^o Les publications d'articles dans les journaux, la confection, la détention, et la distribution de tracts constituent des manifestations publiques d'opinion.

3^o Le fait d'assister à une réunion publique, d'organiser une conférence de presse, d'adhérer à une association qui n'est l'objet d'aucune interdiction ou de revendiquer les droits élémentaires constituent le libre exercice des libertés constitutionnelles.

4^o L'interprétation de l'article 84 par le juge d'instruction aboutit à donner au pouvoir la

à propos des convocations bleues

● Dans le cadre de l'enquête de la Cour de sûreté, le juge Gallut est un peu débordé par le nombre de « démoralisateurs » qui existent dans ce pays et qu'il devrait convoquer. Aussi, depuis quelques jours, des dizaines de personnes (militants révolutionnaires, anciens soldats, syndicalistes, etc.) reçoivent des convocations bleues leur demandant de se présenter à la Brigade criminelle pour être entendus. Le scénario devient assez classique. Questions d'identité ; puis quelques questions sur « le complot », puis départ pour une perquisition du domicile, retour à la police et généralement tout se termine là, le dossier étant transmis au juge Gallut qui peut décider de reconvoquer les « Témoins » et éventuellement les inculper. La procédure est simple et tout le monde sait qu'en dehors des questions relatives à son identité, le témoin peut refuser de répondre à toutes les autres questions et il a raison de le faire. Pour être inculpé, il faut passer devant le juge d'instruction qui notifie sa décision et décide ou non de la mise en liberté provisoire. Le véritable interrogatoire ne vient qu'après, en présence de l'avocat de son choix. Par les temps qui courent, il est toujours utile de connaître ces choses élémentaires qui peuvent arriver à tout le monde. Le complot est si grand !

Dernière minute : 4 nouvelles inculpations

● Mardi 20 janvier, le juge Gallut a inculpé 4 camarades. Il s'agit de Francis Barbet, Alain Grosmier, et de Patrick Corbel et Patrick Carrascosa, soldats en RFA.



ENQUÊTEUR MILITAIRE
ETUDIANT UN DOSSIER.

possibilité d'engager des poursuites criminelles contre toute personne ayant exprimé des opinions ou des critiques sur l'armée, soumise comme toutes les autres institutions, au contrôle des citoyens.

Les avocats notent de même que la saisine de la Cour de Sûreté, l'usage qui est fait de ses moyens d'investigations particuliers pour « mettre fin à l'agitation », et cela sans que l'ombre d'une preuve puisse être fournie pour fonder la plainte est, de manière flagrante « un détournement de pouvoir judiciaire, et une tentative de porter atteinte aux organisations démocratiques ».

Fuite en avant ou baroud d'honneur ?

Le contenu grotesque de ces dossiers, révélé au grand jour, est une menace réelle pour le gouvernement. L'opération, rondement menée au départ, risque de se retourner en son contraire. Faites, selon Bigeard, pour « attirer l'attention de toute l'opinion, pour la mobiliser en quelque sorte » elle tend pour le moment à discréditer un peu plus ce gouvernement à peine reconduit mais déjà usé.

Sans marquer le moins du monde des désaccords avec les buts poursuivis : liquidation des Comités de soldats, attaques contre les organisations ouvrières, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent dans les rangs de la majorité présidentielle, pour critiquer les méthodes employées et notamment le recours à la Cour de Sûreté. Mais il faut croire que Giscard et Chirac craignent plus la reculade que la fuite en

crose / **en** / **l'objet** / **de** / **la** / **lutte** / **anti** / **collective** / **internationale** / **militariste**

LIBEREZ LES SOLDATS ET MILITANTS EMPRISONNES

LEVÉE IMMÉDIATE DE TOUTES LES INculpATIONS

avant, et qu'ils ne répugnent pas, ce faisant, à mettre au pied du mur leurs propres alliés. Malgré la libération de deux détenus, Armand Creus membre du CC de la LCR et Gérard Léger militant du CDA, c'est à une recrudescence des interrogatoires, perquisitions (plus ou moins officielles) et inculpations qu'on a assisté ces derniers jours. Et dans les casernes, comme on s'en doute, les jours de trou tombent drus.

La Cour de Sûreté aura des preuves. Bigeard l'a promis. Coute que coute ? Sans rechigner le cas échéant contre les provocations policières ? C'est ce que craint la CFDT, à juste titre. Que ne feraient pas les hommes du pouvoir pour sauver la face ?

Solidarité sans exclusives

La publication des dossiers de l'instruction, les mobilisations organisées par le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés ont ouvert des brèches dans l'offensive du pouvoir. Pour endiguer la vague nouvelle de répression et d'intimidation qui semble se dessiner c'est une riposte sans faille des organisations ouvrières et démocratiques qu'il faut lui opposer. A l'heure où le PCF s'indigne, un peu tard, de l'incarcération des militants et soldats par la Cour de Sûreté de l'Etat et propose des « démarches » en faveur des inculpés, il s'agit de tout faire pour organiser, développer la riposte la plus efficace possible, inconditionnelle dans la solidarité et sans exclusive pour obtenir la libération de tous les camarades inculpés et la levée immédiate de toutes les inculpations.

Méfais d'armes

● Au départ, c'est un de ces scandales de caserne comme en relatent régulièrement les Comités de soldats dans leurs bulletins : au cours d'une marche, deux gradés imposent à un soldat, Serge Chaubard, de porter leurs sacs. Comme Serge refuse la brimade, l'un des gradés, un aspirant, lui tire dessus à bout portant. La balle à blanc le blesse assez sérieusement à la hanche. Détail révélateur du climat qui règne au 8ème RPIMA de Castres : Serge n'ose même pas porter plainte !

Ce qui donne un tour un peu inhabituel à l'affaire, c'est la réaction de la hiérarchie. Loin de tenter d'étouffer l'affaire comme elle le fait d'habitude, elle ne répugne pas, dans ce cas précis, à lui donner une certaine publicité. On explique même qu'il y aura des sanctions contre les gradés accusés de « dissimulation, d'imprudence (sic), et de violation des règlement militaires ». Martial langage !

C'est qu'il faut être prudent. L'action menée contre les Comités de soldats, et le discrédit qu'on cherche à jeter sur eux ne peut faire oublier que depuis des mois ils cherchent à briser le mur du silence qui entoure les méfaits de l'armée.

Reconnaître un peu, pour cacher beaucoup, c'est ce à quoi se résignent (pour le moment) les cadres du 8ème RPIMA. De là à leur faire confiance... !

LA SOLIDARITE

● Suite à une longue campagne, un meeting organisé par le Comité de solidarité aux militants et soldats emprisonnés s'est tenu le 15 janvier au Mans. Deux cents personnes y étaient présentes.

Les chansons du groupe « Mass Devia » (venu de Paris) ont alterné avec des interventions portant sur la situation politique, l'analyse de la « justice » d'exception, des explications de la bataille menée dans les casernes pour l'obtention des droits démocratiques.

Indépendamment de cela, plusieurs « temps forts » ont marqué le meeting :

— la lecture par un camarade d'une lettre des parents de Michel OGER, l'un des otages que le juge Gallut maintient en détention.

— le communiqué, transmis au magnétophone, du Comité de soldats d'Auvour, appelant au renforcement de la solidarité ; communiqué qui exprimait sans ambiguïté vigueur du combat dans les casernes, malgré la répression.

Malgré la présence d'importantes forces de police, le meeting s'est terminé sans incident.

● Le jeudi 8 janvier, s'est tenu à Brest un meeting pour la libération des soldats et militants emprisonnés, organisé par le « Comité pour la libération... » le meeting a regroupé 400 personnes. Il s'est terminé par une courte manifestation en ville.

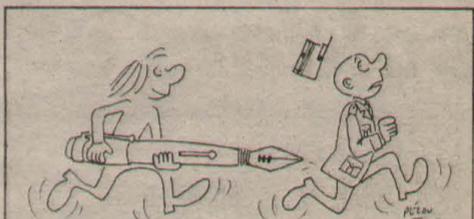
Le comité brestois a recueilli à ce jour plus de 600 signatures. Il a reçu le soutien explicite du PSU, de la LCR, de la Ligue des droits de l'Homme, du groupe 75, du GID, des Paysans-travailleurs du Comité de marins « Tonnerre de Brest », de la Confédération syndicale des familles, de la JEC, de la FOSEA du Finistère, du SGEN de Brest et de la section SNESup-Droit.

● Meeting à Rouen le 20 janvier, organisé par le Comité contre la répression de Rouen. Il a réuni plus de 800 personnes. Ont pris la parole notamment Claude Bourdet, Marielle (un des inculpés) et un avocat. Un message du comité des soldats du 39^e RI a été lu.

● La sous-section SNI d'Alloues, dans laquelle sont syndiqués les parents de Michel Oger, a voté une grève de 24 heures pour le 3 février, afin d'exiger la libération de tous les militants syndicalistes et des appelés emprisonnés.

Perquisitions à Rouen le 21 janvier

● La police a perquisitionné les appartements de deux militants de la LCR et le local de la Taupé rouge sur mandat du juge Gallut concernant l'activité du SUV en France. Sacré complot international qui recommence !



SIGNEZ MASSIVEMENT LA PÉTITION NATIONALE !

OBJECTIF : 1000 000 DE SIGNATURES

● Des milliers de nouvelles signatures ont été recueillies cette semaine pour exiger la libération des camarades emprisonnés.

Parmi ces nouvelles signatures :
— Personnalités : Lt Colonel Louis R.F. Germain (armée de l'Air — CR)

— Signatures collectives :
Lycée de Bondy, 90 signatures
Lycée de Noisy le Sec, 90 signatures
CEA de Saclay, 112 travailleurs
Usine Peugeot de Sochaux Montbéliard, 340 travailleurs

Rue principale de Montbéliard, Samedi 17 janvier, 315 signatures.

LES DIABLES VOIENT ROUGE

JOURNAL DU COMITE DE SOLDATS DU 152^e R.I. Colmar.



LE CERES, LA CRISE MILITAIRE ET LE PROGRAMME COMMUN

■ Dans la récente affaire de « démoralisation de l'armée », on pouvait légitimement s'attendre à ce que le CERES — qui entend dépasser d'un même mouvement le stalinisme et la social-démocratie — se démarque un iota des stalinien et des sociaux-démocrates.

Le n° 28 de *Repères*, paru en décembre 1975 n'écrit-il pas (à propos, il est vrai, du Portugal) :

« L'expérience du Chili nous avait rappelé, brutalement, qu'il est vain de prétendre aller vers le socialisme si l'appareil d'Etat de la bourgeoisie reste intact, et plus particulièrement l'appareil militaire... Au Portugal, au printemps 1975, le verrou contre toute révolution socialiste que représente une armée bourgeoise en bon état de discipline et de fonctionnement, avait sauté. Une des conditions pour une transformation révolutionnaire était réunie... » (p. 28).

le CERES ne revendique-t-il pas de longue date la reconnaissance des droits démocratiques (information, réunion, association) pour les soldats ? N'a-t-il pas poussé l'audace jusqu'à réclamer le fractionnement du service militaire en brèves périodes d'intense apprentissage du maniement des armes, à proximité du domicile ?

Le mouvement des soldats, tel qu'il s'est exprimé de Karlsruhe à Draguignan, aurait donc du recevoir l'assentiment et le soutien actif du CERES.

avec les loups...

Mais nonobstant ses analyses terriblement radicales et ses mots d'ordre prodigieusement avancés, face à l'offensive de Chirac, le CERES a hurlé avec les loups. Non seulement il a acquiescé aux diatribes de Marchais et Mitterrand, fustigeant le mouvement des soldats comme manipulé et irresponsable ; non seulement il a éprouvé comme les deux compères le besoin de s'en démarquer ostensiblement (laissant les martinistes et les rocardiens manifester seuls leur soutien à la CFDT, le 5 décembre) ; mais encore, il a cru bon d'en rajouter. Paraphrasant Marchais, Jean-Pierre Chevènement s'est déclaré convaincu qu'un syndicat de soldats serait inévitablement une filiale de la CFT... Parallèlement, il affirmait devant l'Assemblée nationale que la mission de l'armée française serait de protéger « la liberté vraie de la France, c'est-à-dire sa voie nouvelle et originale vers le socialisme... »

Que pèse, face à cet excès de zèle, l'appel tout platonique à constituer des comités de soldats ? Qui ne voit qu'en condamnant et en isolant le mouvement des soldats, les directions réformistes du mouvement ouvrier, et le CERES dans leur sillage, sapent



J.-P. Chevènement : « les valeurs qui fondent l'institution militaire ne sont nullement inconciliables avec les principes du socialisme » (Bajande/FotoIrb)

italie

soldats et sous-officiers en lutt

Pour la première fois...

● La journée d'action du 4 décembre a permis de montrer le caractère extrêmement massif du mouvement des soldats en Italie.

ROME Refus de l'exercice dans plusieurs casernes. Une manifestation regroupa 500 sous-officiers et 1000 soldats. Derrière les militaires, des milliers de travailleurs et d'étudiants avaient tenu à apporter leur solidarité.

MILAN Pour clôturer la journée, 300 sous-officiers et 150 soldats descendent dans la rue. Là aussi, large soutien ouvrier et étudiant.

TURIN Actions signalées dans huit casernes piémontaises (rassemblement silencieux, grève de la cantine...)

BOLOGNE Cent soldats se rassemblent sur la piazza Maggiore

MODENE Là encore, une centaine de militaires se sont réunis publiquement

Nous reproduisons ci-contre l'entretien que nous avons eu avec un camarade italien de Lotta continua, engagé dans le mouvement des soldats.

Peux-tu dresser l'historique du mouvement des soldats ?

○ En Italie, ce mouvement a commencé à exister durant l'année 1970, par des luttes revendicatives locales, sur les conditions de vie dans les casernes, les permissions et les problèmes matériels. A cette époque se constituent les premiers noyaux révolutionnaires. C'était le cas des groupes « Proletari in divisa » (travailleurs sous l'uniforme) que nous animions.

Avec le coup d'Etat chilien en 73 s'est trouvé posé de façon massive le problème de l'organisation des soldats en Italie. A l'intérieur du mouvement se sont affrontées deux conceptions. L'une, minoritaire, tendait à organiser « la gauche des casernes ». L'autre, que nous avons défendue, voulait organiser la majorité des soldats en se basant sur les nécessités objectives des luttes de masse. La croissance et le renforcement du mouvement des soldats est le reflet de la force de la lutte ouvrière dans cette phase et des niveaux d'autonomie auquel il est parvenu. L'unité entre les soldats et les ouvriers est la garantie du développement du mouvement des soldats.

A l'occasion des luttes ouvrières, les soldats ont participé aux manifestations et meetings, intervenant en tant que tels. Un nouveau palier a été franchi avec la journée nationale d'action des soldats, le 4 décembre.

Cette journée d'action a eu un grand retentissement. Peux-tu nous expliquer ce qui s'est passé ce jour-là ?

○ Le but de cette journée était de protester contre le nouveau projet de règlement dans l'armée, appelé projet Forlani, du nom du ministre de la Défense. Des actions se sont déroulées dans une centaine de casernes, et par des dizaines de manifestations dans toute l'Italie avec la participation de plusieurs centaines de soldats et de sous-officiers, l'impact a été considérable. Le plus important est que cette journée avait été appelée par la première assemblée nationale des délégués de casernes, et par la quatrième assemblée nationale du mouvement des sous-officiers, réunies le 22 novembre à Rome. Cent-trente-trois établissements militaires y étaient représentés.

Que propose ce règlement ?

○ Ce projet de règlement est un résultat des premières luttes des soldats. Il tente d'introduire quelques réformes mais refuse le droit d'organisation et d'actions collectives. Auparavant les règlements militaires passaient par simple décret (comme en 65). Cette fois le problème est posé publiquement. La lutte des soldats s'est unifiée et centralisée autour de cet axe.

précisément, aux vifs applaudissements de Chirac, les conditions de développement des comités dans les casernes. Face aux risques encourus (60 jours de forteresse, Cour de sûreté de l'Etat) les soldats ne sont prêts à s'organiser, dans leur masse, que s'ils sentent l'appui de mouvement ouvrier. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le CERES ne contribue pas à le leur donner.

Bien sûr, on dira que le CERES est une tendance minoritaire du PS et qu'il entend le rester. Qu'en conséquence, il est astreint à une certaine discipline, etc. Certes. Mais ça ne l'empêche pas de se démarquer de la direction du PS sur certaines questions-clés : sur l'analyse du Parti socialiste portugais par exemple, ou sur la tactique à suivre vis-à-vis du PCF. Si, dans le cas du mouvement des soldats, l'alignement a été complet, ce n'est pas fondamentalement pour des raisons tactiques. C'est pour des raisons de fond, que Jean-Pierre Chevènement évoque d'ailleurs, en passant, dans l'Unité du 9 janvier.

l'armée ne se divise pas !

Dans un article intitulé « la crise militaire et le programme commun », J-P. Chevènement explique comment, selon lui, l'armée française telle qu'elle est peut basculer en bloc dans le camp de la gauche unie : deux données doivent être prises en compte : tout d'abord « l'armée est traversée par les mêmes contradictions que la société globale ; le corps des officiers et des sous-officiers reflète la diversité des oppositions politiques qui partagent l'opinion et, plus précisément, cette frange indécise des classes moyennes auxquelles se rattachent plus ou moins les militaires de carrière. »

Ensuite, il faut considérer la spécificité de l'institution militaire. « Les valeurs qui la fondent ne sont nullement inconciliables avec les principes du socialisme (sic !) ; mais le propre de l'institution militaire est qu'elle ne peut se laisser diviser... C'est pourquoi dans les moments d'affrontement, l'armée bascule toujours toute entière du même côté quels que soient ses clivages internes. Souvent du mauvais (Grèce, Chili) ; mais aussi quelquefois du bon (Portugal). Tout se passe comme si deux lois en apparence contradictoires gouvernaient cette institution très spéciale : une loi d'unité (l'armée ne se divise pas) et une loi de transparence (l'armée reflète les divisions de la société globale)... Le milieu militaire, comme le reste des classes moyennes, obéit à une loi de gravitation. Son attitude dépend de la plus ou moins grande attraction de la gauche... » Conclusion : l'attraction de la gauche étant forte, l'armée — qui ne se divise pas (c'est une loi) — s'alignera comme un seul homme derrière le gouvernement de la gauche ! Je n'in-

vente rien : c'est écrit noir sur blanc page 6 du n° 187 de l'Unité, première colonne de gauche ! C'est au nom de fadaïses de ce genre que la gauche chilienne a cru au loyalisme de l'armée de Pinochet jusqu'au lendemain du putsch !

En réalité, les deux lois dégagées par J-P. Chevènement ne sont qu'arguties idéologiques visant à masquer la volonté de réformer l'institution militaire de l'intérieur, à l'initiative et sous la direction de la hiérarchie militaire elle-même.

l'obscur loi de transparence

L'armée reflète les divisions de la société globale, dit Chevènement (« loi de transparence »). De cette juste proposition générale, il déduit par glissement frauduleux que les divers niveaux hiérarchiques de l'institution militaire (contingent, corps des sous-officiers, corps des officiers, Etat-major) reflètent de la même manière ces divisions.

Pour lui, les contradictions de classe qui traversent l'armée n'opposent pas, fondamentalement, en temps de crise révolutionnaire, les soldats au sommet de la hiérarchie militaire, le corps des officiers et sous-officiers oscillant au gré de l'évolution des rapports de force. Elles opposent de la même façon militaires de gauche et de droite à tous les niveaux. Plus exactement, elles n'intéressent Chevènement que dans la mesure où elles divisent le corps des officiers...

Pourtant il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les appelés, travailleurs sous l'uniforme et matière première de l'oppression militaire, sont autrement réceptifs aux idées démocratiques et socialistes que les sommets de la hiérarchie militaire, section de la grande bourgeoisie (par leur origine sociale, leur formation, leur fonction, leurs alliances, voire souvent leurs intérêts économiques). Et s'il est vrai que les corps des sous-officiers et des officiers constituent des sections de la moyenne et petite bourgeoisie, classes intermédiaires et politiquement oscillantes, leurs oscillations dépendent non seulement de l'attraction du mouvement ouvrier dans le pays, de son degré de puissance et de résolution, mais aussi de l'attraction au sein de l'armée elle-même, de son impact politique et organisationnel sur les soldats.

Pour nous, il ne s'agit nullement de dresser les soldats contre l'encadrement, de rejeter ainsi en bloc l'encadrement dans les bras de la réaction. Il s'agit bel et bien de gagner au socialisme une partie de l'encadrement et de neutraliser politiquement le reste. Mais pour cela, il faut précisément un puissant mouvement autonome des soldats. Ce n'est certainement pas en dénonçant la

prétendue « irresponsabilité » et le soi-disant « gauchisme » des comités de soldats existant qu'on le construira.

l'étrange loi de « non division »

Quant à la loi de « non division » découverte par Chevènement, elle relève du comique troupier. Elle ne s'est pas divisée l'armée française en 1961-62, face au putsch des généraux ? Elle ne s'est pas divisée l'armée portugaise, avec sa droite spinoliste, son centre social-démocrate, sa gauche gonçalvite, son extrême-gauche révolutionnaire principalement représentée par les SUV ? Pour ne rien dire de l'armée espagnole de 1936 ou de l'armée tsariste de 1917...

En réalité, précisément parce que les contradictions de classes traversent l'institution militaire, celle-ci se divise toujours lorsque l'antagonisme des classes s'exacerbe et à plus forte raison lorsqu'il explose en crise révolutionnaire. Tout le problème est alors de savoir quelle attitude le mouvement adoptera par rapport à ces divisions. Va-t-il s'allier aux soldats et officiers révolutionnaires qui refusent que l'armée serve de rempart à l'ordre ancien, de bras armé à la contre-révolution et s'organisent en conséquence en comités d'unité, élus et révocables, totalement autonomes par rapport à la hiérarchie ?

Ou bien, au nom de la « défense nationale » va-t-il soutenir la caste des officiers réactionnaires (baptisés pour l'occasion officiers « républicains » ou, pour le moins, « loyalistes ») dans son effort pour rétablir « l'ordre aux armées », c'est-à-dire pour liquider la division de l'institution militaire au profit de la classe dominante ?

Il va sans dire que lorsque le mouvement ouvrier adopte cette seconde attitude (cf. le Chili de l'unité populaire), il y a toute chance pour que l'armée « bascule toute entière du mauvais côté ».

C'est portant cette attitude légaliste qu'adopte en réalité le CERES, à l'instar des réformistes sociaux-démocrates ou « post-staliniens ». Elle confirme ainsi que son « révolutionnarisme » s'arrête aux portes de l'appareil d'Etat. La perspective de substituer à la faveur de la crise révolutionnaire un autre appareil d'Etat à l'appareil d'Etat bourgeois, conçu et sélectionné depuis des siècles pour dominer et opprimer les masses, est donc considérée par le CERES comme une dangereuse utopie. Et comme des « aventuristes irresponsables » ceux qui prennent cette perspective au sérieux et agissent en conséquence.

Henri WEBER

e

Comment est organisé le mouvement des soldats ?

○ Il ne s'agit pas de comités mais de structures plus larges et moins homogènes. Elles peuvent regrouper des dizaines et des dizaines de participants. Elles sortent leur propre matériel d'agitation, souvent signé : « l'organisation des soldats démocratiques de X... ». Il existe des coordinations régionales. Mais le mouvement reste encore inégal. Parmi les soldats présents à Rome le 22 novembre, certains représentaient des noyaux ou bien des coordinations traditionnelles, d'autres enfin étant directement l'émanation des chambrées qui ont parfois élu publiquement leurs délégués. Ce dernier exemple est pour nous le modèle à donner. Aujourd'hui, nous pensons que le mouvement des soldats doit avoir une apparition publique, reconnue. Il faut essayer d'organiser des réunions à l'intérieur même des casernes ou dans des endroits publics.

Quels sont les rapports avec le mouvement ouvrier ?

○ Les soldats visent à imposer la reconnaissance de leur mouvement sans passer par les syndicats. Les soldats vont diffuser leurs tracts devant certaines usines et s'imposent dans les cortèges ouvriers. Le mouvement n'aspire pas à sa légalisation à travers la reconnaissance d'un syndicat des soldats. C'est un peu le même cas que pour les étudiants. Ce que nous recherchons c'est le renforcement des structures organisationnelles autonomes qui puissent exprimer la volonté de la plupart des soldats. Le



A Milan le 25 avril, le cortège des soldats et sous-officiers en lutte. (Fotolib)



Quelle est la répression ?

○ Il existe deux lignes. Dans la plupart des unités de l'armée de terre on observe des mutations, une répression préventive, mais peu d'actions d'éclat. Par contre dans certains corps d'élite, liés à l'OTAN, il semble que l'on ait voulu mettre un coup d'arrêt. Il y a eu un banc d'essai avec la répression dans un corps de « Lagunari » situé à Mestre (Venise). Après la journée du 4 décembre, il y a eu des interrogatoires dans toute la caserne. Onze arrestations au hasard pour faire peur. Des manifestations de soutien immédiates regroupant des milliers d'étudiants, d'ouvriers et l'appui de toutes les organisations et syndicales de gauche ont fait reculer la hiérarchie qui les a libéré après cinq jours. Durant cette période, les soldats ont multiplié les prises de parole dans tous les lieux publics pour défendre leurs camarades : gares, places, cinémas, dancings, églises ; tout cela en uniforme et à visage découvert ; cette détermination a pesé lourd dans la balance. □

cas est différent pour les policiers qui eux aspirent à la syndicalisation. Cela leur est actuellement interdit.

Mais quelle est l'attitude exacte des réformistes ?

○ Au niveau syndical, il y a peu de prises de positions officielles. Localement, la situation varie. C'est ainsi que la réunion nationale des délégués de casernes s'est déroulée dans les locaux romains de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FLM). Le Parti communiste italien est en train de changer d'attitude devant la montée des luttes dans les casernes. Après de nombreuses réticences il parle maintenant du droit d'organisation dans les casernes, mais le limite aux problèmes de gestion de l'ordinaire. Les militants du PCI participent au mouvement, mais à des degrés divers. Quelques uns étaient présents à la réunion de Rome.

barbouzes et université croupion

● Il semble se confirmer que le procès des patriotes corse, inculpés après Aleria, doit avoir lieu début février devant la Cour de sûreté de l'Etat. Sont inculpés onze militants de l'ARC, parmi lesquels Ed. Simeoni, auquel on a toujours refusé la liberté provisoire. Est aussi détenu S. Cacciari, soupçonné d'avoir tué un CRS à Bastia, lors de la nuit d'émeute consécutive à une provocation policière le jour de la dissolution de l'ARC. Tout le contexte du procès laisse penser qu'on va vers un verdict très dur en ce qui concerne Ed. Simeoni, P. Susini (agriculteur, amputé de la moitié du pied droit après une double blessure par balle à Aleria) et Cacciari.

La présence policière reste par ailleurs très massive dans l'île. Mais on a vu de plus apparaître les supplétifs habituels, barbouzes et groupes parallèles fascistes qui mènent dans l'impunité la lutte anti-autonomiste. Sous des noms divers (« Ghjustizia e liberta », « Ghjustizia morandina », « Front de balagne anti-italien »...), ils multiplient les attentats et les provocations contre les militants autonomistes. Il semblerait qu'ils agissent à partir de listes fournies par la police et le préfet Riolacci (le « préfet-harki » comme on l'appelle dans l'île).

Enfin, par des campagnes de presse bien orchestrées, montant en épingle de « pseudo-concessions » (ajournement de la dette des agriculteurs, continuité territoriale...) le pouvoir essaie de chloroformer l'opinion corse.

Sa démagogie s'est encore exprimée récemment, lorsqu'il a retourné contre le peuple corse la revendication de l'Université de Corte. « Concédée » après des années de lutte, elle apparaît comme un cadeau empoisonné. Alors qu'un groupe de travail (directoire provisoire), composé d'intellectuels corse, de représentants syndicaux (CFDT) et professionnels s'était efforcé d'élaborer un projet d'Université corse, J.-P. Soisson a mis à la poubelle ce travail. Un président et les quinze premiers membres du Conseil d'université ont été nommés par lui. Parmi eux, le président Pascal Arrighi (vieille connaissance réactionnaire de la politique locale !) les chefs de clan Giaccobi et Rocca Serra... et pour finir Marc Zamansky !

On aura une petite idée de ce que prépare Arrighi, lorsqu'on saura que les statuts de l'Université de Corte ont été copiés sur ceux de Compiègne. D'autre part, celui-ci a promis que l'ordre, la discipline et la sélection régneraient et qu'« il n'y aurait pas d'inscriptions sur les murs dans (son) université... : il peut compter sur l'aide précieuse de Zamansky.

Les premiers à réagir dans la rue ont été les lycéens et les étudiants corse. A l'appel de l'ULC (union des lycéens corse) et de la CSC (cunsluta di studenti corse), deux manifestations se sont déjà déroulées fin décembre à Ajaccio et à Bastia. Des heurts avec la police ont conduit des manifestants devant le tribunal des flagrants délits.

Correspondant

Meeting-débat LCR
« Pour une Corse libre et socialiste »

Le vendredi 6 février à 20 h 30
44 rue de Rennes
Métro Saint Germain

brest quimper rennes

UNE MEME COLERE CONTRE CHIRAC

Les voyages des membres du gouvernement en Bretagne sont en général mouvementés depuis ces derniers temps. De Gaulle, Pompidou, Messmer en ont fait l'expérience. Craignant d'être lui aussi mal reçu, Chirac s'est bien gardé de venir affronter les bretons

■ A Brest, les bureaucrates du PC, de la CGT et de la FEN se font un devoir d'éviter la confrontation directe entre les laquais de la bourgeoisie et les travailleurs. Il y a bien eu appel à débrayages et manifestations mais si possible à une heure différente de celle du passage des laquais en question, et à un endroit différent. Lors de la venue de Pompidou et de Messmer, cette différence n'a pas été suffisante pour empêcher les travailleurs et les jeunes en chômage ou futurs émigrés de venir crier leur indignation à portée d'oreille de gouvernants et, par la même occasion, à portée de micros et de caméras de télévision. Cette fois-ci, les précautions furent mieux prises : Chirac venant au port de commerce vers 15 h, il fut décidé qu'on manifesterait dans le centre-ville à 10 h 30.

Ces décisions ont suscité les protestations de la CFDT et du PS qui ont cependant fini par s'incliner. Elles ont également suscité beaucoup de désarroi et de grogne parmi les travailleurs qui ne voyaient pas bien l'utilité d'aller manifester là où on serait sûr de ne pas trouver Chirac. Il y a donc eu beaucoup d'hésitation et de manque de conviction au niveau des sections syndicales lorsqu'il s'est agi de lancer des mots d'ordre de débrayage. De sorte que le nombre de travailleurs rassemblés a été beaucoup moins important que ce qu'il aurait pu être dans d'autres conditions. En particulier, les gros bataillons de l'arsenal faisaient défaut : seule la CGT avait appelé à la grève et elle n'avait pas réussi à susciter l'enthousiasme.

La manifestation regroupait cependant environ 10.000 personnes, ce qui témoigne de la lourdeur du compte que les travailleurs bretons et les jeunes sans emploi ont à régler avec l'Etat bourgeois français, et aussi de leur forte combativité. En particulier un pôle très dynamique et consistant (400 à 500 personnes) s'était constitué autour des banderoles du CLIN de Porsmoguer et de celles du Comité pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Ce dernier avait réussi à imposer officiellement sa présence dans le cortège. Les slogans sur la libération des soldats et militants emprisonnés, le droit à l'organisation dans l'armée et le soutien aux luttes des soldats recevaient ainsi droit de cité alors que ceux qui les criaient lors de la manifestation du 18 décembre dernier se sont fait à plusieurs reprises prendre à partie et cogner par des bureaucrates du PC portant le brassard de la CGT.

Manifestation importante donc, mais qui laissait ses participants sur leur faim : on avait un peu l'impression de s'agiter dans le vide.



en attendant Chirac (Weiss: adja)

sur les places publiques. Il s'est borné plus prudemment à effectuer un « voyage technique » de manière à n'avoir à rencontrer que des notables dociles et respectueux des formes.

□ A Quimper, même tactique des bureaucrates : Chirac ne devait pas arriver à la préfecture avant 20 h : une manif a été appelée à 17 h et les organisateurs l'ont faite démarrer à 17 h 10 ; alors que les participants éventuels étaient loin d'être tous rassemblés. La manifestation regroupait environ 7.000 personnes dont 300 dans le cortège de l'extrême-gauche. Quelques affrontements se déroulèrent entre l'extrême-gauche et les forces de police qui protégeaient la préfecture en fin de manifestation.

□ A Rennes, les principales organisations de gauche, politiques et syndicales, avaient adopté la même stratégie que partout ailleurs : manifester dans la rue mais, surtout, éviter soigneusement Chirac. Un rassemblement était prévu à 11 h., samedi 17, alors que Chirac devait être reçu à la mairie à 18 h. La mobilisation fut assez faible. Quinze-cents personnes avaient répondu à

l'appel dont près d'un tiers se regroupèrent derrière les banderoles du comité de soutien aux soldats emprisonnés, du comité breton antirépression, du collectif rennais antimilitariste et de l'extrême-gauche locale. Malgré le service d'ordre du parti communiste, très agressif, les militants purent développer leurs mots d'ordre.

L'après-midi, les révolutionnaires et les antimilitaristes se retrouvèrent devant la mairie à 300, pour conspuer Chirac lors de son arrivée devant la mairie. Là encore, malgré quelques heurts avec les forces de l'ordre, leurs voix purent se faire entendre. A signaler que l'UDR-Rennes, qui avait appelé à « soutenir le premier ministre » ne réussit qu'à mobiliser une trentaine de personnes. Sur la place, cela était franchement ridicule. A Rennes comme ailleurs, Chirac a pu mesurer la colère bretonne.

Correspondant

Loudéac : Chirac au préfet

« Si je reçois une tomate vous sautez demain »

● 700 flics à Loudéac qui ne compte que 11 000 habitants !

Les CRS et Gardes mobiles ont envahi la ville à la veille de l'arrivée de Chirac précédés plusieurs jours auparavant par des flics en civil qui traînaient dans les rues et les cafés.

Aucune faille apparemment dans la sécurité !

Chirac accompagné de notables de tout poil doit visiter l'usine Olida « usine pilote » qui comprend près de 1100 ouvriers en majorité d'origine rurale et sans véritable traditions de lutte.

La veille, la direction de l'usine réunit le comité d'Entreprise pour leur recommander « du calme et de la gentillesse avec le Premier ministre qui vient apporter des emplois à la région. Pensez à vos enfants » dit-elle.

Mais les ouvriers d'Olida avaient déjà pensé à l'accueil qu'ils réserveraient à Chirac. Tout était prêt.

Chirac, Yvon Bourges, Christian Bonnet ministre de l'Agriculture, Marie Madeleine Dienesch (dont Loudéac est le fief) entourés de tous les notables de la région (préfet de région, préfet des Côtes du nord, grands pontes d'Olida...) pénètrent dans l'enceinte de l'usine.

Au même moment, ils se retrouvent encerclés par les ouvriers. 85 % des employés venaient de débrayer.

Pendant près d'une heure, Chirac et sa clique ont visité l'usine sans que les ouvriers les lachent d'une semelle !

Banderoles et slogans : Non à l'exode, non à la répression, libérez nos camarades.



ouvrier d'Olida « quand comptez-vous libérer nos camarades ? » Chirac : « on va y penser ! » (Ouest-France du 20/1/78).

Le service d'ordre est débordé, ...ils avaient tout prévu, sauf la riposte à l'intérieur de la boîte !. Ils sont tombés dans le piège. Le préfet a perdu sa casquette, le ministre de l'Agriculture dans la bousculade s'est retrouvé sur un chariot élévateur.

Flics et hauts fonctionnaires couraient dans tous les sens visiblement incommodés par les slogans qu'ils entendaient d'un peu trop près pour leur goût.

Débordés les barbouzes paniquent et le sourire de Chirac se fige lorsqu'il se retrouve coincé contre une voiture. « Si je reçois une tomate, vous sautez demain » aurait-il lancé au préfet.

Correspondant



Les père-la-morale s'en vont en guerre... Le Pape, du haut de son Dôme, lance l'anathème contre le « relâchement » des mœurs sexuelles, vitupère pêle-mêle l'homosexualité, l'onanisme, les relations préconjugales. Georges Marchais, de son côté, bientôt relayé par un camarade Poussy dans la tribune de discussion de « l'Huma », condamne l'immoralité et la pornographie. Forte parole de Poussy, qu'il attribue généreusement à « un travailleur communiste » : « La révolution, ce n'est pas la caserne, mais ce n'est pas non plus le bordel. »

Que le Saint-Siège enfourche encore une fois le bidet fourbu de la Réaction morale n'est pas vraiment fait pour nous surprendre; Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que la montée de la révolution et la crise de l'Eglise poussent la hiérarchie ecclésiastique et son chef dans le camp de ceux qui travaillent et qui luttent. Il faut appeler un chat un chat et le Pape un chien de garde mitré du vieux monde. Il n'y a d'ailleurs pas que l'onanisme qui tracasse les gens d'Eglise par les temps qui courent. Un certain Matagrín, évêque de son état, dénonçait il y a quelques jours le communisme « remède pire que le mal ».

Que l'effondrement de la vieille morale et le déploiement d'aspirations profondes parmi les masses à vivre plus librement leur sexualité, leurs rapports avec les

autres, que l'aspiration au bonheur et au plaisir apparaissent de plus en plus comme légitime et naturelle dans les pays capitalistes avancés, voilà qui reste en travers de la gorge de la bureaucratie ecclésiastique. L'essentiel de son pouvoir et de son influence n'était-il pas enraciné dans cette soumission morale des masses, dans cette domination de la vieille morale répressive ?

à l'avant-garde ?

L'Eglise a toujours été à l'avant-garde de la Réaction morale. Mais ce qui est nouveau qui apparaît en pleine lumière à l'occasion de cette prise de position du Saint-Siège, c'est le caractère absolument dérisoire, illusoire de la nouvelle croisade que lance le Pape. Le document reconnaît lui-même que « beaucoup de chrétiens » ne respectent pas les règles et les interdits qu'ils réaffirment. Et le Saint-Siège sait que ces chrétiens-là se soucient comme d'une guigne de ses injonctions et de ses anathèmes réitérés. Aux yeux mêmes des secteurs dominants de la classe bourgeoise, le « vade-retro » du Pape est un combat d'arrière-garde, risible et sans conséquence. Contrairement à l'Eglise réformée, l'Eglise catholique est, pour des raisons d'histoire et de dogme, bien en mal de s'adapter aux réalités sociales nouvelles, sur ces questions du sexe et de l'amour notamment. Elle en crévera un jour, alleluia !

FRONT UNIQUE CONTRE L'IMMORALITE

main tendue... et braguette fermée



les exhibitionnistes !... « L'épanouissement de la personne humaine, ce n'est pas le (sic) des instincts. » Camarade Poussy, dans quel séminaire as-tu fait tes classes de marxiste, de communiste ?

L'entourloupette des Marchais, des Poussy est grosse comme une maison; sous prétexte de stigmatiser la pornographie, lucrative qui se développe en France aujourd'hui (après les pays scandinaves, l'Allemagne...), on dresse une machine de guerre contre toutes les aspirations sociales nouvelles, aspirations à « changer la vie », globalement, profondément qui ne se satisfont guère de promesses électorales et de chartes des libertés et qui mûrissent aujourd'hui dans la jeunesse, on emprunte au langage des curés le « concept » fourre-tout de « l'immoralité » pour y jeter pêle-mêle Emmanuelle et ces aspirations authentiquement émancipatrices de la jeunesse.

au secours de l'Eglise

Mais le PCF ? Nous avons gardé en mémoire, bien sûr, les diatribes de Jeanette Vermeersch contre l'avortement, celles de Duclos contre les homosexuels et nous sommes habitués à entendre ses ténors encenser la sainte famille prolétarienne. De là à faire de la lutte contre l'immoralité un thème central de la discussion préparatoire au XXII^e Congrès... Diversion pour faire avaler la pilule de la dictature du prolétariat passée aux pertes et profits ? Possible. Il est vrai par exemple que, dans les congrès des fédérations, la bureaucratie accepte de se voir mise en minorité sur « l'immoralité »... pas sur la dictature du prolétariat.

Mais, au-delà de ces astuces tactiques, il y a des inquiétudes plus profondes. Parti constamment renouvelé, quelque peu rajeuni depuis 68, le PCF n'est pas épargné par les manifestations « idéologiques », « subjectives », de la crise sociale. Beaucoup de ses militants sont en prise directe avec la jeunesse ouvrière, étudiante, lycéenne qui vit profondément cette crise et exprime vigoureusement ses aspirations à vivre autrement... ces aspirations esquissent une image d'une société autre, différente, qui heurte de plein fouet les canons et les références du « socialisme » bureaucratique stalinien. D'instinct, le conservatisme moral des dirigeants du PC a flairé le danger... Et de redresser la barre avec une certaine brutalité !

De ce point de vue, la profession de foi de Poussy (l'Huma du 16/1/76), membre du comité central est un joli morceau d'anthologie. Son discours pue le moralisme clérical à cent lieues à la ronde. Quelques expressions symptomatiques : « La libération de la classe ouvrière ne passe quand même pas par la libération de l'instinct sexuel. » Laissons cela aux animaux !... « Il y a des perversions et cela ne relève pas de la politique, ni d'ailleurs de la police, mais de la science médicale. » A la camisole les pédérastes et



Camarades du PCF qui ne digérez pas la couleur de « l'immoralité » après celle de la dictature du prolétariat effacée de votre programme, vous avez raison. A de nombreuses reprises, Lénine, dont le mot d'ordre central n'était pas « faites l'amour pas la guerre » a affirmé qu'il n'était pas un ascète et proclamé pour la jeunesse le droit à vivre une sexualité libre et épanouie. Et l'un des premiers décrets de l'Etat soviétique en 1918 ne fut-il pas celui qui abolit toute répression contre l'homosexualité, l'avortement, les « perversions » et même l'inceste ?

LE PCF ET LE « PATRIOTE » SANGUINETTI

Au moment où les débats dans les cellules du PCF se polarisent autour des notions de « dictature du prolétariat » et de « moralité », un éditorial de l'Humanité, mardi 20 janvier, remet sur le devant de la scène la stratégie d'Union du peuple de France.

Revenant sur les récentes déclarations de Chalandon, député UDR, en faveur d'une armée européenne, Laurent Salini reprend à son compte les critiques qu'en avait faites Sanguinetti. Et il conclut : « Ainsi donc les efforts de M. Chirac pour imposer le silence dans les rangs de son parti (...) n'ont pas empêché les protestations ». Il ajoute : « s'en étonneront ceux qui, en 1974, avaient pris notre appel aux gaullistes pour une astuce politique ». Et il conclut : « Des Français s'interrogent et s'alarment. Des gaullistes notamment, pour qui le général de Gaulle représentait "une certaine idée de la France". Leur protestation exprime un sérieux courant populaire, une sève patriotique qui n'est pas près de tarir. »

Une sève patriotique, ce godillot Sanguinetti qui a mangé à tous les râteliers, et dont le livre « S... comme Sanguinetti » a révélé les différentes escroqueries ? Un sérieux courant populaire, ce rassemblement de petits possédants et de barbouzes avides de pouvoir qui s'était prononcé lors des dernières assises UDR, à Nice, pour la « réhabilitation de l'armée » et la reconnaissance de la CFT ?

La stratégie d'Union du peuple de France avait été définie au lendemain de l'élection de Giscard en mai 1974. Mise conjoncturellement en sourdine, dans le cadre de la polémique avec le parti socialiste, les appels aux gaullistes vont sans doute se multiplier de nouveau après le XXII^e Congrès. L'éditorial de Salini est un signe parmi d'autres que la direction du PCF a tiré les leçons de son attitude sectaire et entend redonner une large place à ses ouvertures aux « patriotes ». Les thèmes du Parlement européen et des libertés en seront le support.

à l'attaque

■ L'assemblée générale du CNPF l'avait montré : pour les patrons, l'heure est à l'offensive. Mise en cause du rôle du comité d'entreprise, refus des modalités actuelles de son élection (seuls les syndicats représentatifs peuvent se présenter au premier tour), demande à l'Etat de financer le chômage partiel, volonté affirmée de faire « alléger les charges lourdes des entreprises dans certains domaines ». On comprendra mieux en voyant que pour le CNPF « la répartition des charges entre l'Etat, les entreprises et les salariés doit être modifiée ». Travailleurs, à vos poches !

Mais l'affirmation la plus cynique, c'est Chotard, président de la commission sociale du CNPF, qui la donne : « les salaires ne sauraient, dans leur ensemble et dans les meilleurs cas, que suivre l'évolution de

l'indice des prix ». Il s'agit là d'une véritable attaque contre le niveau de vie des ouvriers. De plus, Chotard se base sur l'indice gouvernemental de l'INSEE qui sous-estime la hausse des prix.

Dans ce contexte, la lutte que mènent les travailleurs pour imposer un indice plus correct prend toute sa signification. Là encore, la division syndicale produit ses effets puisque chaque syndicat avance « son » indice. Dans certaines luttes les ouvriers avancent l'indice CGT, ailleurs l'indice CFDT. Parfois il s'agit d'une moyenne entre les différents indices ouvriers. Il faut imposer la constitution d'un indice unique des organisations ouvrières. Là est la voie de l'unité. Là est la voie de la contre-attaque.

S.M.



les patrons entra aux (Adja)

● Pourquoi avoir appelé à la création d'un comité de soutien ? Quel rôle devait-il jouer ? Pourquoi l'UD-CGT et le PCF refusent-ils d'y participer ?

● Après plusieurs jours d'occupation, devant l'isolement tant géographique que du fait que les autres usines du groupe ne suivaient pas, surtout en cette période de fête, nous avons appelé à la formation d'un comité de soutien regroupant toutes les organisations syndicales, politiques et les individus désireux de nous soutenir. Ce comité devait organiser, sous notre contrôle le soutien et la popularisation : tracts, collectes, information dans les sections syndicales... En outre, grâce à ce comité de soutien, et en particulier aux Paysans-Travailleurs, nous avons passé les réveillons dans l'usine avec nourritures, boissons et musique à volonté. C'est d'ailleurs le réveillon de Noël qui nous a permis de faire connaître largement la lutte grâce aux articles qui sont passés en première page des journaux régionaux. Une ombre à ce tableau : l'UD-CGT et le PCF ont refusé de participer à ce comité de soutien en prenant prétexte de la présence d'organisations révolutionnaires. Ils sont même allés jusqu'à dénoncer publiquement comme l'œuvre de « gauchistes irresponsables » et « ultra-minoritaires ». Et pourtant il y a aussi des sections CGT qui participaient à ce comité de soutien, l'UL-CGT de Villeneuve sur Lot, le PS (qui se fait violemment attaquer par le PC à ce sujet), H.R., la LCR, les Paysans-Travailleurs, l'Ecole émancipée...

● L'attitude de l'UD-CGT n'a-t-elle pas nourri par réaction un réflexe anti-syndical et plus particulièrement anti-CGT ?

● Il y avait ce risque. En fait, il a pu être en partie évité. La section syndicale de l'entreprise a fait 7 adhésions, mais il y a quand même des travailleurs qui gardent leur confiance dans la section, mais qui, vu l'attitude de l'UD, refusent de se syndiquer.

● Maintenant vous avez repris le travail, mais vous vous dites décidés à poursuivre la lutte. Comment ?

● La période de congés est finie. Les machines ne sont pas parties et les licenciements ne peuvent avoir lieu avant février-mars. Nous avons donc décidé de tenir au moins une fois par semaine des assemblées générales, de riposter à la première lettre de licenciement, de maintenir le comité de soutien pour continuer la popularisation, en particulier nous préparons un meeting avec la population pour expliquer notre lutte, le 23 janvier à la mairie de Ste-Livrade.

Sainte Livrade, le 13 janvier

UNE CURIEUSE CONCEPTION DES RAPPORTS PARTI SYNDICAT

■ La façon dont l'Humanité du 19 janvier tire le bilan de la grève d'Alcoa-Marine mérite d'être relevée : raconter une grève à travers l'action de la cellule PCF, en passant sous silence le rôle de la section CGT, c'est déjà une démarche surprenante. Mais l'Huma va plus loin : elle théorise, en expliquant que la cellule : « a maintes fois joué dans la lutte le rôle de porte-parole officiel des travailleurs. La police l'a officialisée qui, souvent, lorsqu'elle voulait se renseigner, demandait à parler au « responsable de la cellule » ; la télévision régionale qui lui a tendu son micro ; jusqu'aux colonnes de « Nice-Matin » qui ont été ouvertes à ses communiqués. Une école du Parti s'est tenue dans l'entreprise, attirant à elle des épouses, des membres des familles... ». Comment mieux étaler une orientation substitutive, qui fait passer le syndicat sous la table, et conduit à la manipulation des travailleurs, au nom de l'affirmation publicitaire du Parti ?

Il y a plus grave : après 383 jours de lutte, la grève a abouti sur un compromis qui consacre la réintégration d'une centaine de travailleurs. Il est difficile, sans connaître l'état exact du rapport de force, de juger a priori s'il était possible d'aller plus loin. Mais, en tout état de cause la façon dont l'Huma célèbre ce compromis comme une victoire de la cellule est des plus inquiétantes : « avoir été à la pointe de la lutte pour être repris en priorité. C'est ainsi que, parmi les CGT, aucun des 23 communistes n'est resté sur le carreau ».

Une position de défense des intérêts de la boutique, qui fait bon marché de l'unité de la classe ouvrière. Sur cette pente on peut aller loin : à quand les augmentations de salaires pour les seuls grévistes ? Pour les seuls syndiqués ? Pour les seuls militants du PCF ?

F.L.

Sainte Livrade

la vigilance demeure

Le Lot-et-Garonne n'est pas ce qu'on pourrait appeler une concentration ouvrière, à part l'usine Pont-à-Mousson et Fumel qui emploie 2500 travailleurs. En fait, la classe ouvrière est dispersée dans de nombreuses petites entreprises touchées par la récession et les tentatives de restructuration capitaliste. Les fermetures d'entreprises, les licenciements sont monnaie courante. Les luttes aussi. La dernière en date, celle des établissements Housty à Ste Livrade (voir Rouge n° 329) a présenté plusieurs particularités. L'usine est installée dans des bâtiments appartenant à l'Armée, dans un camp de réfugiés d'Indochine, véritable camp de concentration. La section syndicale CGT de l'entreprise est récente (3 ans), et les traditions de lutte quasi-inexistantes. Néanmoins, les travailleurs avaient voté l'occupation de l'usine et élu un comité de grève. Aujourd'hui la lutte est finie. Nous reproduisons, à titre de témoignage, un entretien avec un délégué syndical, membre du comité de grève.

● Pendant dix jours vous avez occupé votre usine. Comment en êtes-vous arrivés là et quelles étaient vos revendications ?

● Le 11 décembre, la direction faisait état de 120 licenciements, répartis sur trois usines du groupe (Miramont, la maisons mère, Clairac et Ste-Livrade). Ce projet avait pour conséquence la fermeture de l'atelier de Ste-Livrade (60 travailleurs). Pour la période de la Noël, le patron nous accordait 15 jours de congés obligatoires. Ça a partait d'un bon sentiment... il aurait pu déménager les machines tranquillement ! Dès l'annonce des licenciements se sont tenues des assemblées générales régulièrement. Le 23 décembre, sur proposition de la section CGT, les travailleurs votaient majoritairement l'occupation de l'entreprise et ils demandaient : l'ouverture des livres de comptes, pas de licenciements sans reclassement préalable. Dans le même temps, un comité de grève, regroupant syndiqués et non syndiqués, était élu.

● Et dans les autres usines du groupe, comment ça s'est passé ?

● A l'annonce des licenciements, l'UD-CGT a mis en avant comme revendication l'application de l'accord national sur le chômage partiel et comme formes d'action des délégations auprès des pouvoirs publics (aux côtés des élus du PCF). Les autres usines du groupe, moins directement touchées, ont suivi cette proposition et se sont contentées d'un débrayage d'une heure le 24 décembre, à l'appel de l'UD. C'est la section CGT qui a impulsé la lutte ; elle est particulièrement reconnue par tous les travailleurs occupant l'usine qui n'étaient pas tous syndiqués. Tout en reconnaissant le rôle de la section CGT, ils tenaient à être représentés directement pendant la lutte. C'est pourquoi nous avons élu un comité de grève où se sont retrouvés syndiqués et non syndiqués.



Foyer de la porte des Lilas: Non aux expulsions

◀ Manifestation devant le foyer de la Porte des Lilas

Assurances : la lutte contre les contrats bidons

■ En janvier ont lieu tous les ans les négociations entre le patronat des assurances et les organisations syndicales sur les salaires. Depuis deux ans, FO est signataire d'un contrat salarial. Cette année, les négociations n'ont pas abouti. Le patronat des assurances s'en tient aux consignes strictes du CNPF et du gouvernement. Il ne veut reconnaître que l'indice des prix de l'INSEE.

Pour protester contre le contrat-bidon qui devait être renouvelé, la CGT et la CFDT ont appelé à deux manifestations devant la Fédération française des sociétés d'assurances et à un débrayage d'une demi-journée. Alors que les manifestations ont été un succès (5000 personnes le 9, 10 000 personnes le 16), le débrayage du 13 a été un échec. Sans mot d'ordre unifiant formulé centralement, il se situa à la veille de la commission paritaire du 14 janvier.

La participation importante des travailleurs de l'assurance (en particulier au GAN, aux AGF, au Nord, au Monde, à la Paix et à la France) aux deux manifestations traduit leur mécontentement devant les restructurations qui entraînent un accroissement du rendement, le blocage des effectifs.

Le mouvement continue. Assemblée du personnel au Nord, au Monde. A la France depuis vendredi, AG tous les jours de 500 personnes à l'appel de CGT-CFDT-FO pour réclamer 300F pour tous.

Correspondant

Tri PTT-Garonor (93)

■ La lutte a payé contre les sanctions arbitraires de l'administration. Devant l'extension possible du mouvement aux autres centres de tri de la banlieue parisienne, la direction a cédé le vendredi 16. Les sanctions sont annulées, les reven-

dications satisfaites. Pour les jeunes postiers de Garonor qui ont mené cette lutte dans l'unité, c'est un succès complet.

Correspondant

Verlinde (Dreux) Grève avec occupation

■ Depuis vendredi les travailleurs de Verlinde sont en grève avec occupation. Des piquets de grève sont constitués. Ils demandent 1% d'augmentation du pouvoir d'achat. Plus les 1700F minimum et les 40h payées pour 42h30. Les ouvriers se battent pour que soient reconnus les indices des prix syndicaux CGT-CFDT et non l'indice officiel de l'INSEE. Les négociations sont conduites en présence de délégués d'ateliers qui contrôlent les propositions patronales

Correspondant

Pitié-Salpêtrière (Paris) Les trafiquants de main-d'œuvre

■ Sur l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, l'administration de l'assistance publique a expérimenté une méthode « originale » pour baisser les coûts d'entretien. Elle a organisé des pseudo-stages de préformation de trois mois. A l'issue de ce stage on est soit accepté comme agent hospitalier, soit vidé. Un certain nombre d'antillaises, envoyées là par l'ANPE, ont accompli ce premier stage, croyant y voir le moyen d'obtenir un emploi. Elles ont été payées exactement 370 F. par mois pour 4 h de ménage (4,28 F. de l'heure) plus quelques vagues cours pour justifier le nom de « stages ».

Il semble que d'autres administrations tentent de mettre sur pied de tels stages. Sur Pitié, une nouvelle tournée est prévue en février. Il faut se battre pour une réelle embauche de personnel mais... pas à 370 F. par mois !

Correspondant

Deux-cents cinquante travailleurs immigrés noirs étaient logés dans le foyer des Lilas. Une partie d'entre eux venait du foyer Bisson où ils avaient mené en 73 une lutte difficile contre les expulsions. Avec ce coup de force policier, le problème des conditions de vie des immigrés en France est à nouveau posé.

■ Lundi 19 janvier. Huit heures du matin. Dans le foyer, quelques travailleurs sont déjà partis au boulot. D'autres, qui travaillaient de nuit, sont endormis.

Tout à coup, les flics arrivent en masse. Gardes mobiles et policiers pénètrent en force dans 2 des bâtiments et commencent à vider les locataires endormis. Les affaires des immigrés sont renversées, les vêtements envoyés au sol. Les lits sont sortis des bâtiments et « confisqués » par les flics sur ordre du bureau d'aide sociale, gérant du foyer qui dépend directement de la préfecture de Paris.

Pour user la combativité des locataires

Depuis février 75 les locataires de plusieurs foyers, dont celui de la Porte des Lilas, mènent une grève des loyers pour obliger la Préfecture à entreprendre des travaux d'aménagement devenus indispensables. Le tribunal est saisi. L'expulsion de lundi (52 personnes), décidée au mépris du règlement qui interdit de jeter des personnes à la rue en plein hiver,

c'est une mesure d'intimidation. Devant les manœuvres de la direction, les travailleurs décident mardi de refuser de signer tout engagement à « régler ses dettes ».

La solidarité s'organise

Dès lundi soir, la riposte commence. Un tract distribué par le parti communiste, appelle à refuser l'arbitraire. Le comité de soutien, présent devant le foyer, décide de populariser l'affaire

A l'appel, d'une part du PCF, d'autre part de la CFDT locale, du comité de soutien, de l'union générale des travailleurs sénégalais en France, du comité français-immigrés 19°-20° et des organisations révolutionnaires, une manifestation est organisée le mardi soir, Porte des Lilas. Près de 300 personnes au total défilent dans les rues. Après la manifestation, le comité de soutien se réunit et décide d'organiser un week-end de popularisation sur le quartier. Un meeting est envisagé. La mobilisation doit s'amplifier jusqu'à la mi-février, date du procès sur le fond.

Correspondant

Médecins-Sécurité sociale : l'impasse

■ Les négociations entre les caisses de Sécurité sociale (dirigées par le patronat et FO) et les médecins ont de nouveau échoué. En effet, le CSMF, très majoritaire chez les médecins refuse de signer la convention nationale. La bataille principale se déroule autour de l'article 18 : la Sécurité sociale veut pouvoir ouvrir et

développer des centres de soins en dehors du cadre de la médecine libérale. Les médecins refusent cette perspective, prétendant pour défendre l'indépendance de la médecine. En fait, toute la médecine et surtout la médecine libérale de villes est actuellement soumise à la loi du profit et des trusts pharmaceutiques. Mais nous n'acceptons pas non plus une médecine soumise aux caisses de la Sécurité sociale, car cela signifierait une médecine au rabais entièrement soumise aux impératifs de rentabilité capitaliste. Ce que nous réclamons c'est la gratuité totale des soins et la création de centres de santé où les usagers, les syndicats ouvriers auront leur mot à dire. Un exemple a été tenté à Grenoble et un centre est actuellement en but aux attaques du pouvoir, des caisses et y compris des dirigeants locaux des mutuelles qui refusent de le soutenir.

A.R.

ESPAÑOLITO QUE VIEVES
AL MUNDO, ¡TE GUARDE DIOS!
UNA DE LAS DOS ESPAÑAS
HA DE HELARTE EL CORAZON

LA NUESTRA

¿CUAL?



— Espagnol qui vient au monde, Dieu te garde !
Sache qu'une des deux
Espagnes te glace le
cœur.
— Laquelle ?
— La nôtre

ESCUCHA, JUAN, EL PUEBLO

Mercredi matin, la grande majorité des 200.000 métallos madrilènes était toujours lock-outée, les employés des postes et des chemins de fers militarisés. Dans le Bas Llobregat, près de Barcelone, la grève touchait 113 entreprises. Si les travailleurs de la FASA-Renault de Valladolid, en grève lundi, avaient repris, les 12.000 mineurs du bassin Hunosa, dans les Asturies, poursuivaient leur mouvement. A Pampelune, paralysée mardi par des débrayages généralisés, plusieurs entreprises restaient en grève. Dans tout le pays, les débrayages, les assemblées continuant dans les banques, les chantiers, les hôpitaux : pas une journée sans que des milliers d'ouvriers et d'employés s'enferment sur leurs lieux de travail ou, s'ils en sont chassés, dans les églises...

■ Le dégel à peine amorcé, les travailleurs forcent l'allure ; ils n'ont que trop attendu. L'effervescence, les indices de changement sont partout : ils affleurent dans les comptes-rendus des journaux, dans le ton des informations télévisées.

Près de Barcelone, le maire de Martorell a autorisé dimanche l'installation sur la place publique de tables où l'on signe des pétitions en faveur de l'amnistie. A partir de vendredi, trois soirs d'affilée, le récit de Lluís Llach a fait salle comble : trois fois neuf mille personnes ! Dans le quartier madrilène de Tetuan, quelques centaines de manifestants ont occupé le local du syndicat vertical et l'ont rebaptisé Maison du Peuple, comme avant la guerre civile. Deux mille ouvriers métallurgistes licenciés depuis 1969 pour raisons syndicales ou politiques se présentent aux portes de leurs anciennes usines avec des pancartes exigeant leur réembauchage ; ceux de Pegaso ont réclamé la réadmission de Antonio Duran, toujours emprisonné avec Eva Forest.

Dans les facultés, conférences et séminaires se multiplient.

La manifestation qui s'est tenue à Valence, vendredi dernier en faveur de l'amnistie permet à elle-seule de se faire une idée de l'ampleur du mouvement qui secoue actuellement le pays : dans une ville qui n'a pas la réputation d'avoir été ces dernières années à la pointe des luttes, on évalue entre 25 et 30.000 le nombre des participants.

le premier assaut

Le délai d'expectative dont pouvait bénéficier le premier gouvernement de Juan Carlos aura donc été des plus brefs. Les journées d'action du 11 et du 16 décembre ont permis de rassembler les forces, de les passer en revue. Et déjà, un mois à peine après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement Arias, sonne l'heure du premier bras de fer entre la classe ouvrière et le pouvoir.

Les ministres accusent les grèves d'être politiques. Elles le sont dans la mesure même où elles s'attaquent au décret gouvernemental de blocage des salaires et dans la mesure où elles joignent aux revendications salariales, celle de l'amnistie générale et immédiate. Les travailleurs de Navarre qui étaient en lutte mardi réclamaient 30 % d'augmentation salariale ; pour préparer cette journée de lutte, plus de 8000 personnes s'étaient rassemblées vendredi et samedi dans la cathédrale de Pampelune. Aux revendications salariales s'ajoutent désormais les questions brûlantes de l'emploi. A Barcelone, à Madrid, à Valence, ont déjà eu lieu des réunions et des manifestations de plusieurs centaines, voire plus d'un millier de chômeurs. A Mondragon, les 70 travailleurs licenciés d'une petite entreprise ont obtenu du maire de pouvoir se réunir tous les deux jours sur la place du Peuple. Au bout de quelques jours, plus de 4000 travailleurs s'agglu-

taient à eux, donnant à la lutte une toute autre dimension.

Quant à la revendication de l'amnistie, elle donne lieu à une intense circulation de pétitions et à une spectaculaire multiplication de réunions de quartiers ou de villages. Mais au-delà du mot d'ordre commun de l'amnistie, ces réunions offrent l'occasion d'en confronter les différentes conceptions : à l'initiative des familles d'emprisonnés, plus de 400 personnes se sont réunies à Eibar pour débattre de l'amnistie, la liant étroitement à la revendication de dissolution des corps répressifs et à l'exigence d'un châtiement pour les crimes franquistes.

En quinze jours, la situation s'est qualitativement transformée. L'entrée en lutte généralisée du prolétariat madrilène mobilise les gros bastions de la classe ouvrière et contribue à réduire les inégalités d'expérience et de combativité à l'échelle du pays. Pourtant, ce premier assaut, qui constituera aussi un test, se trouve aujourd'hui à un tournant. D'un côté, gouvernement et patronat entendent garder la situation en main, en prenant au besoin des mesures énergiques. C'est ce qu'ils ont fait avec le lock-out et la militarisation. D'un autre côté, le ministère de l'Economie a préparé un plan inflationniste de relance qui devrait permettre à certains patrons, dans les branches les plus dynamiques, de concéder des augmentations visant à acheter la paix sociale dans leurs entreprises.

Voilà plus de cinq semaines que les travailleurs de Standard-ITT, fer de lance du mouvement madrilène sont en grève et lock-outés. Si la mobilisation reste dispersée, elle encourt désormais un grand risque d'usure et de division.

Déjà, à la fin de la semaine passée, les dirigeants de la lutte l'avaient senti, lorsqu'ils avaient tenté de mettre sur pied une coordination locale de toutes les entreprises en lutte, sorte de comité central de grève groupant des responsables de Commissions ouvrières, des délégués syndicaux (enlaces) et des délégués d'organismes de lutte. C'est une des premières réunions de cette assemblée que la police est parvenue à arrêter, handicapant sérieusement cette tentative de centralisation. Pourtant, en ce qui concerne les mots d'ordre et les revendications, les bases d'une telle centralisation existent, qu'il s'agisse des augmentations de salaire, du droit à la sécurité sociale, de l'exigence des quarante heures.

Elles existent aussi en ce qui concerne les préalables à toute reprise du travail : à savoir l'annulation des sanctions, la libération des détenus, la réintégration des licenciés. Sur de telles bases, le prolétariat de la capitale, coordonné par un Comité de grève, pourrait éviter les reculades dispersées et opposer un front commun, uni, aux manœuvres patronales et gouvernementales. Il pourrait en outre renforcer le soutien d'une population qui sympathise massivement avec ses luttes. Les employés du métro, en prévision d'un possible redémarrage de leur grève, ont renoué, pour constituer un fond de grève avec une expérience de 1970 : ils demandent aux usagers de payer leur transport mais de ne pas prendre leur billet afin que le prix puisse en être recueilli sans que les guichetiers soient en faute professionnelle.

entre la dictature réformée et la démocratie en tutelle

Quelle que soit l'issue de cette lutte, les plans du gouvernement sont d'ores et déjà quelque peu bousculés. Il s'était engagé dans une ouverture à pas

Mardi Madrid...

La Junte démocratique, la Plateforme de convergence démocratique, tous les groupes d'extrême-gauche avaient appelé pour mardi 20 à 20 heures, à manifester Plaza Colon, devant la présidence en faveur de l'amnistie.

Dès 17 heures, les abords de la place étaient occupés par la police à cheval ; à chaque coin de rue, sur un vaste périmètre, des petits groupes de policiers prenaient position. Des renforts avaient été acheminés de province : de mémoire de madrilène, un bouclage rarement vu, et pourtant, on en a vu...

Enfin, deux lignes de métro avaient été fermées.

A partir de 19 heures, des trognes insolites commençaient à surgir des bouches de métro encore ouvertes, flanant sur le grand axe de l'avenue Castellana et du Paseo Calvo Sotelo, entre la Plaza Colon et la Plaza Cybèles, se mêlant aux employés de banques en costumes. Mais ici n'étaient venus que les isolés. Les autres, ceux des entreprises et des quartiers s'étaient regroupés loin du centre ; à Standard le matin même 6000 grévistes avaient voté à la quasi-unanimité la participation à la manif. Ils vinrent donc par groupes compacts, des quartiers populaires de Villaverde, de Getafe, de Tetuan, surgissant ici et là par concentrations de

quelques centaines, de 5000 et jusqu'à 8000. Au total ? Difficile à dire, peut-être 40 000, peut-être 50 000, pour l'amnistie, la liberté et contre le blocage des salaires ; quelques cortèges réclamaient la dissolution des corps répressifs. Dès qu'un cortège grossissait, la police chargeait et lançait ses grenades lacrymogènes. Impossible dans ces conditions d'évaluer précisément les effectifs de cette manifestation mouvante et fractionnée.

Il est certain qu'elle représente un succès important dans la mesure où des milliers de travailleurs, parmi lesquels ceux qui n'avaient guère bougé en septembre, lors des exécutions, ont dépassé le cadre de leur lutte revendicative pour se joindre à une mobilisation politique centrale.

Mais il est tout aussi certain que la sensibilisation et la mobilisation étaient suffisantes pour atteindre un meilleur résultat. Il eut été particulièrement important que ces dizaines de milliers réussissent à se joindre, à prendre la mesure de leurs forces. Appeler à Colon avait un sens politique indéniable, mais le bouclage était prévisible et, dans ces conditions, le PCE, implanté comme il l'est à Madrid pouvait à coup sûr, s'il l'avait voulu, se donner les moyens d'une concentration générale hors du périmètre pourri avant de marcher sur le centre.

ESTA EN LUCHA...

Ecoute, Juan, le peuple est en lutte...

de tortue. La question se pose désormais de savoir si, face aux mobilisations, le dernier carré du bunker peut faire prévaloir ses positions et imposer une marche arrière. Un journaliste avisé a écrit dans la presse espagnole: « ce gouvernement va à bicyclette. S'il s'arrête, il tombe. »

De fait, les mesures répressives prises contre les grévistes ne réussissent guère à les intimider. En revanche, elles mettent à nu les contradictions de la « dictablanda » (la « dictamolle »). A Madrid, on arrête par dizaines les dirigeants de Commissions ouvrières ou des élus syndicaux, mais on les relâche et ils viennent rendre compte en assemblée générale de leur détention, contribuant à lier encore davantage les revendications à l'exigence des libertés démocratiques.

La bourgeoisie la plus éclairée comprend les périls de la situation. Elle veut des canaux légaux de négociation avec le mouvement ouvrier, pour tenter de désamorcer la crise révolutionnaire qui se profile. Mais elle ne peut guère se passer du gouvernement actuel fruit d'un délicat compromis entre diverses fractions. Le banquier catalan Jordi Pujol a clairement exprimé cette contradiction: il s'agit pour lui de faire pression sur le gouvernement pour accélérer l'ouverture, mais en aucune manière de le mettre en question ou de précipiter sa chute.

Pour l'heure, le gouvernement, réuni jeudi dernier en session extraordinaire, a décidé d'ajourner les élections aux Cortès. Il cherche ainsi à retarder des élections qui, dans le cadre maintenu des institutions franquistes, renouvelleraient pour quatre ans la « légitimité » d'une assemblée bleu azur, bastion du conservatisme et conserve la possibilité d'agir par décrets-lois et peut-être de recourir à un referendum constitutionnel.

Du point de vue de la bourgeoisie, c'est dans l'immédiat la solution la plus raisonnable, tandis qu'elle s'affaire parallèlement à s'assurer du soutien financier du capital européen. Raisonnable, mais précaire: un nouveau pas en avant du mouvement de masse, dans le sens de son unification et de sa centralisation, pourrait jeter bas cet édifice fragile. En effet, face aux lenteurs tactiques et aux mesures limitées du gouvernement, les perspectives les plus claires semblent s'imposer d'elles-mêmes.

Le gouvernement parle d'élargir la loi sur les associations et il retarde les élections aux Cortès franquistes. La réponse c'est: le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et la convocation immédiate d'une assemblée constituante au suffrage universel.

Arias Navarro parle dans une interview à Newsweek d'autoriser les partis, puis il se reprend et parle seulement de « groupes ». En attendant, les militants ouvriers n'ont pas accès aux locaux syndicaux, ils sont obligés de trouver asile dans les églises et restent passibles d'arrestation pour réunions illégales. Le mouvement ouvrier émerge divisé de la clandestinité, avec ses commissions ouvrières, ses délégués combattifs et les vieux syndicats, minoritaires qui refont surface (USO, UGT, CNT). La réponse c'est: la convocation d'un congrès syndical constituant unitaire et démocratique, auquel participeraient tous les organes de lutte de la classe.

Kraga Iribarne parle d'accorder un statut d'autonomie à la Catalogne et l'on ressort des tiroirs les statuts limités de 1932 et 1934. La réponse, c'est l'élection libre d'assemblées par nationalité (Catalogne, Galice, Euskadi) chargées d'assurer le libre exercice de leur droit à l'autodétermination.

Les travailleurs de Standard contre ITT

Standard, entreprise du groupe ITT, compte 20.000 personnes. Les salaires y sont bas: 13.400 pesetas pour un OS (ils sont près de 10.000). Des vagues de licenciements en 67, 70, 71 et 73. Aussi les travailleurs ont-ils élaboré un contre-projet réclamant des salaires de 25.000 pesetas net, 30 jours de congé, la semaine de 40 heures, le 100 % pour la retraite, la réembauche des licenciés... revendications générales de tous les métallos madrilènes.

Standard, c'est aussi 4200 millions de pesetas de bénéfice en 1974 (1^{ère} place de ce point de vue) et une position de privilège sur le marché renforcée par ses liens avec ITT.

des négociations-test

La publication en novembre par le gouvernement du décret instituant le gel des salaires a entraîné une réaction immédiate des travailleurs qui décident de mener la lutte autour de leur anti-projet. Dès lors, les négociations prendront l'allure d'un test national vu la nature de l'entreprise et sa place sur le marché espagnol. Le 4 décembre, elle offre de manière dérisoire 19,1 % d'augmentation (soit 2500 pesetas par mois) plus une gratification spéciale de 19.761 pesetas. Les 5, 6, 9, 10, 11, les travailleurs répondent par des arrêts de travail à Ramirez de Prado, Villaverde, Barajas, Mendez Alvaro, etc. A Tolède, le mouvement des cadences ralenties et le boycott

des heures supplémentaires se poursuit. A Santander, les ouvriers refusent le fonctionnement continu de l'usine sur deux tours instituent le troisième tour par arrêt de travail de huit heures. Mais la direction refusera par la suite de modifier ses propositions. Les 13, 15, 16, 17, 18, la grève reprend avec plus d'ampleur. Trente provinces sont touchées à la fois et près de 20.000 travailleurs y participent.

un appel à l'opinion publique internationale

Conscients des enjeux du conflit et de la nature de l'adversaire, les travailleurs de Standard, dans l'appel qu'ils viennent de lancer, déclarent notamment:

« Nous savons que derrière Standard, est ITT, que nous nous affrontons à une firme multinationale dont les pratiques internationales sont connues de tous (et si quelqu'un ne s'en souvient pas, qu'il se rappelle le Chili) (...) »

« Notre unité est très forte mais ITT l'est aussi. C'est l'heure de la solidarité (...) Nous nous adressons aux camarades qui travaillent dans les entreprises ITT du monde entier en leur demandant leur appui. Que la production qui ne sort pas de nos usines ne se fabrique pas plus ailleurs. Nous demandons leur solidarité économique ou de tout autre nature. » (Appel signé par Adolfo Piñedo, au nom des travailleurs de Standard, actuellement en prison).



Un début de recomposition du mouvement ouvrier.

riposte contre le plan d'austérité

Les démonstrations et les manifestations de rue « contre la vie chère », qui se sont déroulées la semaine dernière au Portugal, montrent sur quel terrain et dans quelles limites s'opèrent les premières réactions organisées de la classe ouvrière après le 25 novembre.

La manifestation convoquée le vendredi 16 par le « Groupe dynamisateur des organes de volonté populaire » de Lisbonne (animé par l'UDP) n'a regroupé que 3000 personnes. Cela s'explique par le désarroi de l'avant-garde après le 25 novembre, surtout sensible à Lisbonne où elle était le plus directement impliquée. En effet, à Porto, la samedi 17, la manifestation convoquée par l'extrême-gauche pour protester contre la vague d'attentats, a regroupé 5000 personnes, chiffre très important pour Porto où se déchainent les campagnes du PPD et du CDS, surtout si l'on songe que le PCP avait formellement appelé à boycotter la démonstration pour éviter toute provocation. L'autre facteur d'échec de la manifestation du 16 était bien sûr la division provoquée par une initiative maintenue 24 heures avant la tenue du rassemblement syndical au stade du 1er mai à Lisbonne. C'est ainsi que l'assemblée générale des travailleurs des chantiers de la Lisnave, qui ont toujours fourni le gros des cortèges ouvriers de l'extrême-gauche, a publiquement regretté cette division entretenue à la fois par l'UDP et le PCP.

Une première riposte contre l'offensive économique

Les mobilisations se sont tenues pour protester contre la vie chère, le blocage des salaires, la suspension après le 25 novembre des contrats collectifs de travail. Les ouvriers du bâtiment qui avaient assiégé plusieurs jours durant le Palais de Sao Bento, étaient parvenus à obtenir 40% d'augmentation. Ces conquêtes ont été suspendues après le 25 novembre, or les prix de détail ont fait un bond considérable. La pénurie touche des denrées aussi essentielles que la viande, le beurre, le lait (certains quartiers de Lisbonne n'ont pas eu une goutte de lait dans les supermarchés depuis 15 jours). La pénurie s'ajoute à la multiplication par deux du prix des denrées de base : la pomme de terre, principale nourriture du prolétariat portugais, est passée de cinq à dix escudos le kilo. D'où, en cette fin de mois, un endettement massif des familles ouvrières auprès des distributeurs qui font crédit. Cette hausse des prix de détail explique aussi le succès de la Journée de la Campagne (Dia do Campo) organisée le dimanche 18 à Lisbonne par l'UDP. Malgré le boycott organisé dans les coopératives de l'Alentejo par le PCP et les barrages mis en place par la droite paysanne près de Rio Mayor, des dizaines de milliers de Lisbonnais se sont rendus sur la Praça de Cebolas pour acheter directement sans intermédiaire les produits courants : légumes, œufs, volailles, etc. auprès des coopératives agricoles. C'est cette réalité économique du mois de janvier 1976 qui nourrit les mobilisations. Le 14 janvier à Covilha, plus de 3000 manifestants ont défilé dans les rues de cette petite ville industrielle située à 20Km de Lisbonne après un arrêt de travail de deux heures. C'est cette offensive qui explique le relatif succès de l'initiative du comité de lutte regroupant onze des principaux syndicats de l'Intersyndicale dans la région de Lisbonne, et Sétubal. 40 000 personnes étaient rassemblées le 17 janvier au stade Primeiro de Mayo dans un climat assez combatif (traitant spontanément Pinheiro de Azevedo de

« fasciste! fasciste! ») et forçant ainsi les dirigeants stalinien à la tribune à rappeler que ce mot d'ordre ne figurait pas dans la liste pré-établie. C'est ce contexte d'offensive de la droite PPD-CDS et de remise en cause des acquis de la classe ouvrière qui explique l'infléchissement de ton adopté par le PCP.

Dans une note adressée à la presse en fin de semaine, le PCP dénonce : « la politique anti-populaire développée par le sixième gouvernement ». Le PCP indique que les mesures anti-ouvrières ou les difficultés d'approvisionnement entrent dans la responsabilité des ministères tenus par le PPD ou le PS. De plus le PCP pousse plus loin sa « désolidarité » gouvernementale en expliquant que son ministre et ses secrétaires d'Etat n'ont jamais été consultés sur les mesures adoptées.

Un ultimatum au conditionnel

C'est dans le cadre de ces infléchissements qu'il faut comprendre « l'ultimatum » de l'Intersyndicale qui donne 15 jours au gouvernement pour ramener les prix à leur niveau du 25 novembre en le menaçant de déclencher une grève générale. Il s'agit en fait d'une mesure d'intimidation : cette décision a été prise par un petit conclave de directions syndicales nationales où le PCP est hégémonique. Le texte est explicite et montre toutes les portes de sortie qui ont été laissées (à l'avance) au gouvernement. « Au cas où les mesures réclamées ne seraient pas toutes prises, tout le mouvement syndical devra prendre des mesures fermes à définir par la discussion dans les structures syndicales, sur tous les lieux de travail. De telles mesures pourraient aller jusqu'à une grève partielle ou totale tenant compte des conditions concrètes non seulement du secteur d'activité mais aussi des zones géographiques ».

On ne saurait être plus clair : il s'agit d'un ultimatum qui se conjugue au conditionnel. Cet « infléchissement » du PCP sur les batailles économiques s'explique par la certitude qu'il a de ne pas être débordé à court terme par des initiatives de l'avant-garde ouvrière, encore traumatisée à Lisbonne par les suites du 25 novembre et sur la défensive à Porto face à l'offensive CDS-PPD dans le Nord du pays. Par le déplacement de la riposte de la rue ou des stades sur le terrain de l'entreprise, cette initiative peut favoriser l'unification de la classe ouvrière et la recomposition moléculaire du rapport de forces. C'est le secteur de la construction civile, encore, qui a été le premier à opérer cette réorientation avec le vendredi 17, un arrêt de travail national de deux heures. Le 21, les 40 000 travailleurs du commerce et de la vente au détail de la région de Lisbonne observaient eux aussi un arrêt de travail de deux heures. Pour ces nouveaux pas en avant, alors que le prolétariat portugais n'a pas encore une expérience très enracinée, généralisée, c'est surtout l'usine ou la branche qui est aujourd'hui un cadre moins cartellisé de riposte sur les revendications économiques que la rue. En une semaine, avec la manifestation PS-MRPP du 21, il y a eu trois manifestations de rue à Lisbonne sur les mêmes mots d'ordre : déblocage des salaires, application des contrats collectifs de travail, blocage des prix. Or, cette attaque contre le niveau de vie de la classe ouvrière atteint aussi bien les travailleurs socialistes, les travailleurs communistes ou apolitaires.

Ainsi peut-on comprendre les signes qui montrent la possibilité d'agir. Dix-sept syndicats à direction PS ont dénoncé la manifestation du 17 janvier au stade Primeiro de Mayo comme une manifestation PCP. Les 17 syndicats terminent leur communiqué en réclamant les mêmes mesures que l'Intersyndicale. Plus, ils ont dénoncé l'utilisation « divisionniste » que le journal de Raul Rego, « A Luta » avait fait de leur communiqué.

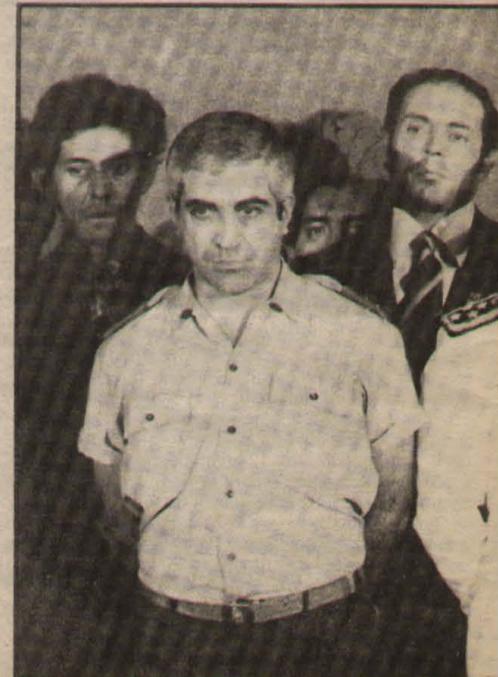
De même alors que les syndicats des travailleurs du commerce de détail de Lisbonne avaient décidé d'aller au stade Primeiro de Mayo le 17, la direction PS de ce syndicat déclare : « refuser de laisser les syndicats se dévoyer dans des manœuvres partitaires ». Il recommande d'éviter « une tentative d'hégémonie partitaire qui continue à se vérifier de manière désastreuse au sein du syndicat, créant des divisions entre les travailleurs ». « Dans l'unité avec tous les syndicats (...) la direction juge nécessaire que les travailleurs, qu'ils participent ou non à la manifestation, se solidarisent dans un processus de lutte qui devrait avoir les objectifs suivants : réouverture des négociations sur les C.C.T., réalignement automatique des salaires (...) reconnaissance du droit des travailleurs de s'organiser en commissions de travailleurs et d'exercer le contrôle ouvrier.

(...) Des mesures attaquant à la racine les structures commerciales vicieuses et combattant énergiquement les actions des spéculateurs.

Application de la réforme agraire selon le principe de la terre à celui qui la travaille sauvegardant les intérêts des petits et moyens agriculteurs, appui aux coopératives agricoles. Aucune différenciation entre le secteur public et privé. »

Des différenciations au sein du PS

Cette sensibilité visible au niveau syndical pourrait aussi avoir un résonant au niveau politique. Par exemple, certains secteurs du PS commencent à comprendre le sens de cette nouvelle offensive de la droite. Melo Antunes lui-même est l'objet d'une intense campagne de



Otelo de Carvalho, à gauche au premier plan, avec R. Coutinho, le Président de la République.

arrestation d'Otelo de Carvalho

RELATORIO POUR UN EX-GENERAL

presse et Sa Carneiro estime qu'il n'est pas possible que Mario Soares mène un double jeu « social-démocrate à l'étranger — c'est à dire dans la réunion des PS européens — et marxiste au Portugal ». Cette offensive ne peut que se développer après la publication du « Relatorio du 25 novembre ». Face aux attaques de la droite, visant également Mario Soares, est apparu en plein jour au sein du PS un courant qui pense que le principal danger vient de la droite et recherche l'alliance avec le Parti communiste.

Ainsi, l'assemblée des coordinations du PS a condamné, pour ses glissements à droite sur la réforme agraire, son alignement sur les journaux de la droite, le quotidien de Raul Rego (ancien directeur de Republica) « A Luta ». Porto, dont l'un des députés est Carlos Lage, dirigeant « autogestionnaire » des jeunes socialistes est un des fiefs de cette gauche. Le ministre de l'Agriculture Lopes Cardoso, cible privilégiée du PPD et du CDS dans leur offensive contre la réforme agraire est le leader de cette aile gauche. Il a déclaré dans un meeting à Sao Maned de Inesta, près de Porto, le 18 janvier : « Tant que je serais ministre de l'Agriculture, la réforme agraire ira de l'avant. Je ne trahirais pas aujourd'hui comme je n'ai pas trahi hier, les travailleurs du Portugal. Nous en sommes à un point où les positions vont se clarifier. Parce qu'aujourd'hui il n'y a clairement que deux alternatives : capitalisme ou socialisme ». Le député Jose Luis Nunes, de la gauche du PS a aussi clairement expliqué dans ce meeting : « Nous n'allons pas permettre que le PPD mette en cause les commissions de travailleurs et les autres conquêtes arrachées (...) La social-démocratie ne peut-être appliquée dans notre pays ». Un autre député du PS conclut ainsi le meeting : « Nous devons entamer le débat (avec le PCP et ainsi, peut-être, trouver les bases sur lesquelles faire l'unité. »

Dans les jours qui suivent les attaques renouvelées contre le mouvement ouvrier et le PCP après le Relatorio du 25 novembre vont être un test pour mesurer l'importance et la réalité de ce courant du PS portugais.

Lisbonne 20/1/76
Charles Michaloux
Michel Rovère

La publication du rapport sur le 25 novembre, ce « relatorio » qui est sans doute le fruit d'un compromis politico-militaire, est une menace directe contre les organisations révolutionnaires, le PCP et les organes de volonté populaire. Il marque, avec l'arrestation de l'ex-général Otelo Saraiva de Carvalho, une nouvelle étape dans l'offensive de la droite politique et militaire.

Étrange rapport que ce « relatorio » de 71 pages sur les événements du 25 novembre. Il n'apporte aucune précision qui n'ait été déjà de notoriété publique. Les seules organisations directement accusées d'avoir participé au « coup » sont soit des organisations révolutionnaires comme le PRP-BR et la LUAR, soit des commissions de travailleurs, des commissions de moradores, quelques cellules isolées du Parti communiste portugais (cellule de la radiotélévision ou de Marinha Grande) ou même des organisations syndicales (syndicat de la construction civile, syndicat des chemins de fer du Sud, secrétariat de la ceinture industrielle de Lisbonne).

Un des éléments déterminants du rapport, c'est qu'il n'implique que « politiquement » et non matériellement le PCP en tant que tel. Est désignée comme responsable de la « conspiration », la « ligne politique du PCP ou de l'UDP ». Le sens d'une telle réserve est clair : il s'agit de brandir, avec ce rapport qui n'offre aucune suite judiciaire pour l'instant, une épée de Damoclès au-dessus de la tête du PCP. Ainsi est significative cette phrase, glissée dans le chapitre consacré au COPCON : « Dans la nuit du 24 au 25 novembre 1975, le membre du comité central du PCP Jaime Serra se trouvait au COPCON. L'enquête est en cours pour vérifier qui le reçut et quel était l'objet de sa visite. » L'avertissement est à peine voilé. Le PCP n'a plus qu'à filer droit. D'ailleurs, pour faire bonne mesure, on laisse volontiers entendre, dans les milieux proches de l'État-major, que des dossiers contre le PCP sont prêts.

Le PCP l'a compris. Dans le communiqué publié le 20 janvier, la commission politique du comité central du PCP écrit : « La présence d'un représentant au secrétariat provisoire qui précéda la constitution du FUR dura quelques jours à peine, étant données les

profondes divergences existantes. » Dans ce communiqué, le PCP rappelle que « dès l'époque du V^e gouvernement, il avait lancé un avertissement sur les dangers d'une division du MFA et d'une confrontation militaire qui ne pourrait profiter qu'à la droite. » « Le PCP, conclut le communiqué, ne se laissera pas entraîner dans les polémiques provocatrices que la réaction tente de développer. A l'hystérie réactionnaire de la droite, les forces populaires et démocratiques doivent opposer la vérité, la sérénité, l'unité et la fermeté. » C'est clair et c'est net. Le PCP fait le gros dos et se couche dans le sens de la tempête. Il n'a même pas fait mention dans ce communiqué de l'emprisonnement d'Otelo, ni des menaces d'arrestations contre des civils. Le Diario, quotidien du matin, officieux du PCP, titre en dernière page « Seul Otelo est arrêté ! ». En fait, le compromis sur la non-implication directe du PCP dans le « coup » a, semble-t-il, eu lieu avant la publication du relatorio entre la direction du PS et les officiers « opérationnels ». Mais le compromis n'est pas stable et la droite civile et militaire va tenter de poursuivre sur sa lancée. Un indice de cela : d'une part la campagne de presse effrénée lancée par la bourgeoisie contre Melo Antunes et le groupe des neuf. Ensuite le fait que le même Melo Antunes, qui effectuait une tournée diplomatique dans les pays de l'Est, a été mis devant le fait accompli sur le contenu du « relatorio » et surtout sur l'arrestation d'Otelo de Carvalho. Les deux prochaines étapes de l'escalade bourgeoise, l'isolement du groupe d'Antunes, l'exclusion du PCP du gouvernement, viseront très probablement le Parti socialiste. Cela explique peut-être son silence à propos du contenu du « relatorio ».

En ce qui concerne Otelo de Carvalho, la droite militaire — et « opérationnelle » — veut lui faire payer le fait qu'il ait pu paraître, au-delà de ses tergiversations et de ses illusions politiques, couvrir de son ombre, voire légitimer le processus de rupture verticale (COPCON contre commandos) voire horizontale (SUV contre officiers) de l'armée portugaise. L'emprisonner est aujourd'hui la façon pour la caste militaire des officiers opérationnels de crier « plus jamais ça ! ». Pour ressouder encore ses rangs, la droite militaire demande plus et surtout l'arrestation des civils, pour que l'armée ne soit pas la seule victime de la conspiration du 25 novembre. Ainsi, dès la publication du « Relatorio », le bruit a couru de l'arrestation de militants d'extrême-gauche. L'État-major, après en avoir annoncé l'imminence, a démenti. Mais la pression sera très forte pour la droite d'avoir de nouveaux otages. Dans les menaces qu'il contient, ce « relatorio » est un défi à l'ensemble du mouvement ouvrier portugais.

Lisbonne, le 21/1/76
M.R.

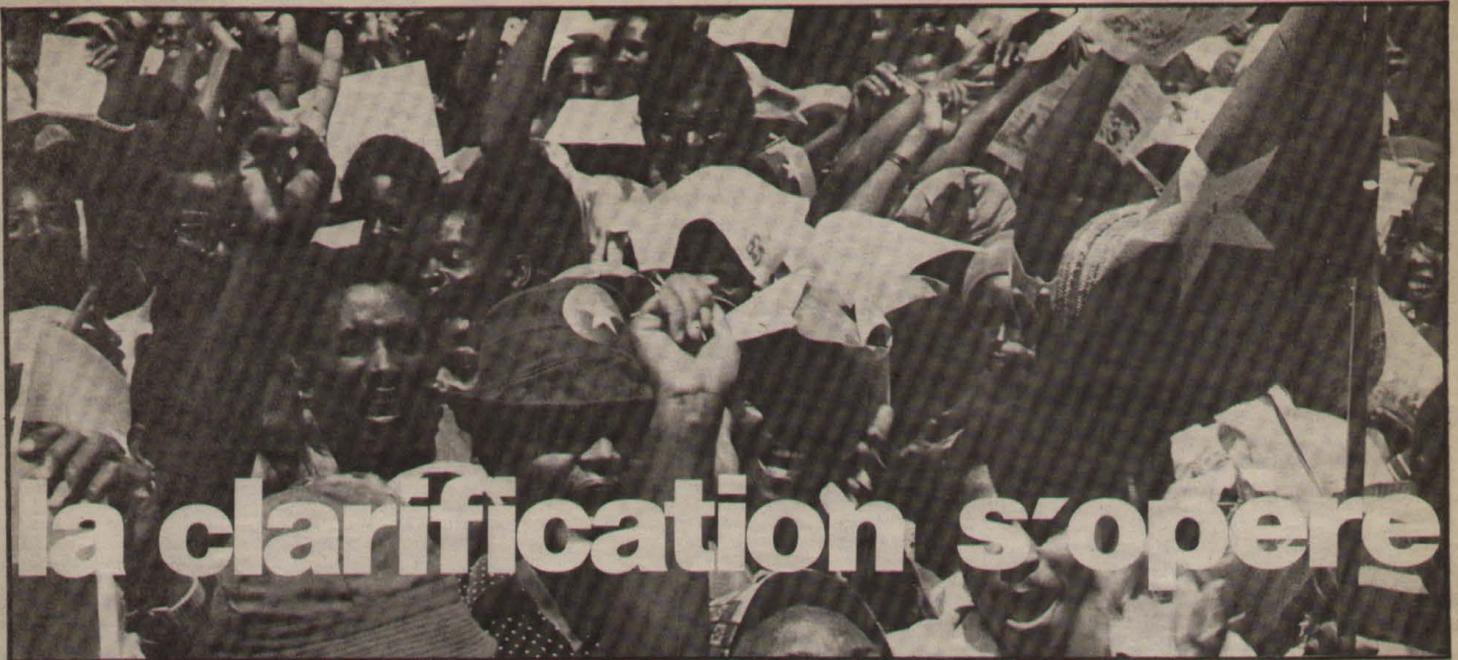


à ses côtés, lors de la présentation du 6^e gouvernement de Pinheiro de Azevedo que l'on voit « congratulé » par Costa

Dernière minute : 1 mort, 5 blessés à Lisbonne

Comme la GNR (Garde républicaine) à Custoias, la PSP (police) a tiré à balles sur des manifestants ce mercredi 21 en fin d'après-midi. Elle est intervenue place du Rossio, au centre de Lisbonne pour disperser des piquets de grève des travailleurs des syndicats du commerce de Lisbonne : bilan, un mort et cinq blessés dont un grave ! C'est la deuxième fois en une semaine que la PSP est appelée pour disperser des grévistes.

Dissolution de la GNR et de la PSP !



la clarification s'opère

Les victoires militaires du MPLA viennent de se succéder durant les jours passés. Les prises d'Ambriz et d'Ambrizeh respectivement à 200 et 300 Km au nord de Luanda marquent la défaite du FNLA. Ces succès précisent les traits de l'imbroglio politique, économique et militaire autour de l'Angola. Un enjeu qui exprime, certes, les convoitises inter-impérialistes (US et Européennes) à l'égard de potentialités économiques fabuleuses (sous-sol notamment), mais entre également dans la modification des rapports de forces à l'échelle mondiale. Sa position stratégique liée à l'évolution même de l'ensemble du continent africain, constitue une donnée essentielle pour l'interprétation du conflit, les avancées du MPLA, grâce à son implantation de masse, son expérience de la guérilla, un matériel soviétique et un encadrement cubain, cristallisent les positions des grandes puissances comme celles de tous les Etats africains, sans parler des effets qu'ils jouent au sein même de l'ancienne métropole (cf. la bataille au sein du Conseil de la révolution portugaise pour la reconnaissance ou non de la République Populaire d'Angola)

La tenue de la conférence extraordinaire de l'OUA (1) du 13 janvier a étonné les commentateurs par le caractère même de son échec. Rien de moins prévisible pourtant. L'OUA en démontrant de manière aussi flagrante son impuissance face à la « question angolaise » n'a fait que révéler le caractère mystificateur du panafricanisme.

La palabre africaine à l'heure des choix.

Aussi quand Kaunda, président de la Zambie déclare : « Notre échec à trouver ici une solution confirme l'impuissance de l'OUA à modeler le destin de l'Afrique. Le pouvoir est entre les mains des super-puissances qui se marchandent l'Afrique par notre faute », il traduit à sa manière la réalité des affrontements de classe au sein de chaque Etat, le jeu compliqué des bourgeoisies US et européennes par régimes néo-colonialistes interposés, l'enjeu formidable que représente l'Afrique pour les impérialismes et dans une certaine mesure pour les bureaucraties soviétiques et chinoises. On est donc loin de la « négritude » ou de l'« authenticité » pronées par les Senghor et Mobutu pour tenter de conjurer ce qu'ils redoutent le plus : la dynamique et l'interaction des luttes dans tout le continent qui démasquent chaque jour, davantage la nature de classe de leurs Etats dits « indépendants ».

Les sombres dilemmes de la bourgeoisie américaine.

La défaite historique qu'elle a subi au Vietnam sert de référence. Aussi dans les

hautes sphères de la diplomatie US, le débat est-il violent entre les partisans de la politique « musclée » du court terme et ceux qui comme le sénateur Humphrey voient plus loin, misant sur les contradictions du nationalisme du MPLA. Une analyse prenant en compte le fait que la poursuite de la guerre crée un processus de radicalisation, tant des masses angolaises que du MPLA. Ceci dit, le dilemme est grand car une victoire totale du MPLA signifierait l'affaiblissement du protégé des Etats-Unis, le Zaïre, et de l'Afrique du Sud. Concrètement, par exemple, dans le cas de cette dernière, cela voudrait dire la possibilité pour la SWAPO qui combat pour la libération de la Namibie, de se constituer des bases arrière en Angola.

De l'usage des conflits...

Mais la révolution angolaise épouse une autre dimension qui dépasse la cadre africain. Elle se greffe dans le débat entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, notamment en ce qui relève des négociations Salt 2, visant à établir un compromis sur la limitation des armements stratégiques. En effet, l'issue de ces négociations si elle se concluait par un accord portant sur la période 1977-1985 représenterait à la fois un succès diplomatique pour l'équipe Ford en vue de l'échéance électorale de l'automne, en même temps qu'un atout important pour Brejnev par rapport au XXVème Congrès, le 24 février. C'est un aspect important du problème à ne pas sous-estimer car l'utilisation du conflit angolais par la bureaucratie soviétique pour forcer la main de l'impérialisme américain, dans le cadre de la négociation permanente du statu-quo international, peut avoir des effets préjudiciables à la RPA. De même lorsque Kissinger précise que « si l'Union soviétique continuait

d'intervenir en Angola, les relations entre Washington et Moscou seraient remises en cause et les accords Salt deviendraient caducs » cela prend toute la forme d'un chantage.

Dans le même ordre d'idée, il serait injuste de ne pas mentionner le rôle du capitalisme français dont les services travaillent en symbiose avec ceux des Etats-Unis : le déchargement de munitions et d'automitrailleuses Panhard par des « C.130 » américains et des « Transhall » français sur les aéroports du Zaïre et d'Afrique du Sud, tout un programme ! Ainsi quand le SDECE arme, entraîne « l'armée » du FLEC (2) en vue de l'hypothétique invasion de Cabinda pour le compte de Elf-Erap c'est risquer le mauvais calcul.

Vers une fin négociée du conflit ?

Avec la débandade du FNLA, l'UNITA devient la pièce maîtresse de la contre-révolution. Plusieurs Etats africains poussent à l'accord entre l'UNITA et le MPLA qui concentre ses forces dans la région du centre en vue d'une offensive qui paraît probable. On

doit donc s'interroger sur une déclaration de Kissinger faite à huis-clos selon laquelle il s'attendait à une fin du conflit négociée d'ici un mois (peut-être pense-t-il à une négociation où l'Afrique du Sud monnayerait son désengagement militaire ?) Quoique qu'il en soit il apparaît de plus en plus que si négociation il doit y avoir, celle-ci aurait toute chance de se faire sur la base d'une victoire du MPLA et non selon un statu-quo pour lequel les précédents accords d'Alvor ont démontré l'invalidité. Ainsi les victoires du MPLA parce que s'effectuant sur un fond d'intérêts extraordinairement encombré ne doivent en aucun cas nous illusionner sur le chemin qui lui reste à parcourir vers la victoire totale. La solidarité internationale envers la RPA demeure en ce sens un de ses atouts essentiels.

Télémiété

Des camarades...

Nous apprenons la mort de Salvador Catao et Jose Xingumba militants angolais. Ils ont été tués à Nova Lisboa durant l'offensive de l'Unita. Nous avons récemment fait mention de la répression politique que la direction du MPLA avait exercé à l'encontre des militants d'extrême-gauche. Nous avons dénoncé la campagne de calomnies contre le « gauchisme » dont ils avaient été l'objet. La mort de ces deux camarades démontre à l'évidence que ces militants n'étaient pas des « embusqués » ou des « phraseurs de la dernière heure » comme la direction du MPLA voulait donner à le croire. Sans renoncer à défendre leurs positions ils combattaient contre la réaction aux côtés de leurs frères angolais. Leur lutte pour la révolution socialiste angolaise continue !

(1) OUA : Organisation de l'Unité Africaine créée en 1963. Lors de la conférence, 23 pays ont reconnu la République populaire d'Angola (RPA), ils se sont affrontés à 23 pays qui au nom du réalisme, de la « défense du monde libre », du « dialogue avec l'Afrique du Sud » préconisaient un gouvernement angolais de coalition MPLA-UNITA-FNLA.

(2) FLEC : Front de Libération de l'Enclave de Cabinda (7000Km², située au nord de l'Angola au sous-sol riche en fantastiques réserves de pétrole.

• Dans le n° 330 de Rouge, le comité de rédaction a couvert l'éditorial sur l'Angola « soutien à la République populaire d'Angola ». Nous pensons que le terme « soutien » est porteur de confusion quant à l'attitude de la Quatrième Internationale dans le conflit angolais. Nous estimons qu'il faut défendre la RPA contre toute attaque impérialiste dans la mesure où elle constitue un acquis des luttes de libération nationale par rapport auquel on ne peut accepter un quelconque recul. Toutefois, cela n'implique pas de notre part un soutien aux formes de cet Etat ni au projet stratégique du MPLA. En conséquence, nous pensons que le terme « Défendons » aurait été plus adéquat et plus précis.

Commission Afrique



IRAN plus de 250 exécution

■ 40 000 prisonniers politiques sur 33 millions d'habitants. La proportion peut paraître irréaliste et pourtant tous ceux qui connaissent la situation de ce pays sont prêts à l'admettre et les observateurs internationaux qui ont effectué des missions en Iran ne le démentent pas.

Le moi-liberté a perdu tout sens en persan. Liberté d'opinion, d'organisation, tous ces droits élémentaires n'ont aucune existence. Le seul parti politique est le parti unique et obligatoire de type fasciste créé l'année dernière sous l'ordre du Shah. Les travailleurs ne peuvent se regrouper que dans des syndicats jaunes.

Censure systématique, emprisonnement, torture, liquidation physique sont les pratiques courantes de ce régime qui dure depuis plus de 30 ans.

Et nous apprenons que 10 autres militants, dont une femme de 23 ans ont été condamnés à mort par les tribunaux militaires, tenus à huis-clos. La nouvelle de leur condamnation n'a été publiée qu'une fois le procès terminé. La date du procès en appel reste incertaine.

A la suite de cette nouvelle, les étudiants iraniens regroupés au sein de la C.I.S.N.U. (1) ont répondu par une riposte massive à travers le monde. Grève de la faim, marche de protestation, manifestations...

— Face à la répression des pouvoirs en place, solidarité militante de tous les anti-fascistes ;

— Pour l'annulation des peines de mort du « Groupe des Onze »

— Pour les libertés démocratiques du peuple et des travailleurs iraniens.

(1) Confédération des Etudiants Iraniens (Union Nationale)

DJIBOUTI décolonisation à la Giscard

■ Dans son libéralisme, le gouvernement français vient, après beaucoup de tergiversations, de reconnaître le 31 décembre 1975 « la vocation à l'indépendance » de Djibouti. La France a quand même réussi à battre un record : après l'indépendance des colonies portugaises et le départ des Espagnols du Sahara, Djibouti constitue la dernière colonie européenne du continent africain.

Depuis le voyage de de Gaulle en 1966, marqué par une émeute en faveur de l'indépendance, l'équipe fantôme mise en place pour gérer la colonie, présidée par Ali Aref, ne se maintient qu'à la force des baionnettes françaises. Djibouti est une ville entourée d'un barrage électrifié, soumise à la terreur policière et à celle des sbires d'Ali Aref (deux morts, plusieurs blessés le 18 décembre 1975 : les gardes du corps d'Ali Aref tirent à la mitraillette sur des lycéens, soumise à l'abus de la drogue locale qu'un avion apporte chaque jour d'Éthiopie) soumise aux provocations visant à développer la haine et l'affrontement entre les deux principaux groupes ethniques du pays.

Fraîchement converti à l'idée de l'indépendance, Ali Aref a un programme nationaliste d'un genre original : « le maintien de la base militaire française est la condition sine qua non de l'indépendance » (déclaration du 29 décembre 1975), accords avec la France « sur le plan de la défense intérieure et extérieure » de la monnaie et de l'aide technique. Il paraît qu'il y a là-dessus identité de vue avec le gouvernement français.

Fâcheusement le crédit d'Ali Aref est localement au plus bas : la plupart des notables locaux — y compris le sénateur apparenté UDR Barkat Gourad Hamadou ! — lui sont opposés. Et la majeure partie de la population soutien aujourd'hui la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI) qui, lors d'une récente manifestation a mobilisé plus de

20.000 personnes. C'est pourquoi la France a décidé de préparer à sa manière l'indépendance de Djibouti : la répression s'accroît massivement : opérations coup de poing auxquelles participent la police et l'armée, perquisitions au siège de la LPAI, arrestations arbitraires, déportations hors du territoire se multiplient. C'est un scénario qui a précédé l'indépendance de bien des Etats africains au début des années 1960. La solidarité avec la lutte du peuple de Djibouti pour une indépendance véritable et la lutte pour le retrait immédiat des troupes françaises de Djibouti sont aujourd'hui à l'ordre du jour.

Répression au Maroc

■ Fin 1974, la monarchie policière portait des coups sévères à l'extrême-gauche marocaine. Malgré l'arrestation de nombre de leurs dirigeants et militants, les organisations révolutionnaires « Ilal-Aman » et « 23 mars » continuent de s'opposer au Maroc à la politique du régime et à la vague chauvine accompagnant la passation de pouvoir au Sahara. Après avoir piégé l'opposition au sein de l'Union sacrée autour de la question saharienne, le Palais s'apprête à traduire devant ses tribunaux expéditifs une charrette de 26 militants révolutionnaires, dénoncés par les stalinistes comme « anti-patriotes ». Parmi eux Serfaty, Ben Jelloun, Sifi, Karfati mais une absence particulièrement inquiétante : celle de Zeroual. Les exécutions des dernières années, l'assassinat d'Omar Ben Jelloun laissent craindre le pire pour ces camarades.

ARGENTINE création du comité de soutien

■ Face à la répression et à l'exploitation croissantes qui frappent le peuple argentin, la solidarité commence à s'organiser en France. Le Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin (C.S.L.P.A.) s'est fixé trois axes d'intervention articulés entre eux : dénoncer la répression, informer sur les luttes, démasquer le rôle de l'impérialisme français. Appuyé par cinq organisations et deux publications françaises (la LCR, l'OC, GOP, l'OC.Révolution !, le PCR, le PSU, Politique-Hebdo, Témoignage Chrétien), le C.S.L.P.A. vient de publier son premier bulletin « Argentine Information », disponible au local du Comité, 94 rue Notre Dame des Champs, Paris 6^e (Permanences Vendredi 19 H) et à la librairie Rouge.

Communiqué concernant l'arrestation de Roberto Quieto en Argentine

Le 28 décembre au soir Roberto Quieto, dirigeant des Montoneros (Organisation politico-militaire des Péronistes de gauche), était arrêté par un groupe de civils fortement armé. Bien que le chef du groupe ait présenté une carte d'identification de la Police Fédérale, au nom de l'inspecteur Rosas, on reste sans nouvelles sur le sort de Roberto Quieto.

Celui-ci, héros de la résistance populaire aux dictatures gorilles de 1966 à 1973, déjà arrêté à plusieurs reprises, en 1971 pendant le gouvernement du Général Lanusse, et en janvier 1974 pendant le gouvernement du Général Péron, avait participé, au sein des Montoneros, à l'impulsion de nombreux fronts populaires : Mouvement des jeunes travailleurs péronistes (JTP), jeunesse universitaire

péronistes (JUP) Mouvement péronistes des habitants des bidonvilles (MVP), Mouvement des locataires péronistes (MIP) Groupement Evita.

Son arrestation, cinq jours après l'opération conjointe de l'ERP et des Montoneros contre l'arsenal de Monte Chigolo d'une ampleur sans précédent en Amérique Latine, et compte tenu de la férocité de la Police Fédérale, véritable Gestapo argentine, fait craindre le pire. D'autant plus que la police vient déjà d'assassiner sous la torture le 20 octobre à Cordoba un autre dirigeant historique des Montoneros Marcos Ozatinsky rescapé du massacre de Trelew le 22 juin 1972.

Face à la grave menace qui pèse sur la vie de Roberto Quieto, notre solidarité est un des seuls éléments capables de forcer le gouvernement argentin à avouer sa détention et garantir son intégrité physique.

LIBAN l'embrasement

■ La guerre civile au Liban vient de franchir un nouveau pas. En une semaine, le camp palestinien de Dbayé et le quartier populaire de la Quarantaine sont tombés aux mains de l'extrême-droite chrétienne. Le chef du gouvernement, Rachid Karamé, a démissionné. L'OLP-Fatah commence à intervenir dans les affrontements.

C'est l'extrême-droite chrétienne (les Phalanges et de Pierre Gemayel — Kataeb — et le Parti national libanais — PNL — de Camille Chamoun, ministre de l'Intérieur) qui a pris l'initiative de s'attaquer directement aux positions de la résistance. Elle espère atteindre ainsi deux objectifs : l'un, militaire, vise à établir un territoire d'un seul tenant en vue de liaisons rapides et d'une partition possible ; l'autre, politique, consiste à faire apparaître le conflit libano-palestinien et faire pression sur l'impérialisme pour qu'il choisisse une solution pour sortir de la situation actuelle.

Si l'impérialisme choisit la partition, l'Etat libanais chrétien serait alimenté en capitaux de la même façon qu'Israël. De plus, il pourrait continuer d'être une place commerciale et financière, même sans assurer la liaison entre le monde arabe et les puissances occidentales.

Si l'impérialisme désire maintenir un Etat unifié, il doit alors ouvrir rapidement au départ des Palestiniens et au renforcement de la droite.

Il s'agit donc de forcer le gouvernement des Etats-Unis à faire immédiatement les choix tactiques décisifs pour le règlement global de la situation au Moyen-Orient. Sans aucun doute l'offensive militaire des Kataeb et du PNL gêne l'impérialisme qui aurait préféré un certain gel de la situation jusqu'aux élections américaines. Pour l'extrême-droite, les deux termes de l'alternative, partition ou renforcement sont plus favorables que la phase actuelle. En démissionnant, Karamé fait éclater le dernier lien entre la bourgeoisie musulmane et chrétienne. Cela remet à l'ordre du jour la possibilité d'un gouvernement militaire, issu d'une modification des rapports de force militaire et politique sur le terrain.

Si aucune alternative populaire ne voit le jour à court ou moyen terme, c'est le choix de l'impérialisme qui décidera de l'avenir du Liban, en dernière analyse.

R. Brestar



Manifestation de solidarité avec Quieto devant l'ambassade d'Argentine à Paris (D.R.)

■ A la demande des rédacteurs d'Intercontinental Press, nous précisons que le titre d'un des passages de la brochure « l'Alternative » intitulé « Démocratie bourgeoise ou dictature militaire » n'était pas des signataires de l'article mais des rédacteurs de la brochure.

Les étudiants de Nantes en grève contre la réforme du

l'ébauche d'un nouveau mouvement étu di

La grève ne faiblissait pas à Nantes au début de cette semaine dans les trois facultés, de Lettres, Sciences et Droit. Les assemblées générales qui l'ont reconduite lundi 19, dans la journée étaient, dans deux des facultés après 5 semaines de grève, parmi les plus massives qu'ait connu le mouvement. Une nouvelle manifestation s'est tenue le mardi 20 janvier, appelée très largement par les comités de grève étudiants, le SNESUP, la FEN du département, le SGEN-CFDT, l'UD-CGT-FO, et soutenue par l'UD-CFDT (voir encadré dans ces pages). Dans un communiqué commun les organisateurs exigeaient « le retrait pur et simple de l'arrêté Soisson de réforme du 2^e cycle des universités qui consacre : la mainmise du patronat sur l'enseignement, la mise en place de facultés concurrentielles et spécialisées, l'accroissement de la sélection », et également la « réintégration immédiate et sans condition des étudiants exclus » au nom du « manque de place » de la préparation d'un DEA de 3^e cycle.

Cette grève est-elle issue de particularités locales ou au contraire l'expression de tendances plus profondes du mouvement étudiant en 1976 ? C'est ce que nous avons tenté d'apprécier sur place.

■ Nantes le 19 janvier. « Au moins, avant, c'était facile. Je connaissais Soisson. Je ne connais même pas le nouveau secrétaire d'Etat aux universités, Alice Saulnier-Seite ». Loïc Sparfel, Président de l'université de Nantes et, de surcroît républicain indépendant, se lamente. Il tonne, propose des compromis inacceptables aux yeux de la majorité des étudiants, tente de diviser les facultés en grève, brandit la menace de non-validation de l'année en cours et de non-reconnaissance sur le plan national des diplômes, multiplie les circulaires catastrophées pour défendre « l'avenir de l'université de Nantes », et, sans originalité aucune, envoie des lettres individuelles appelant les étudiants à reprendre les cours. Mais il a beau faire, la détermination des étudiants reste intacte, renforcée par le soutien des organisations syndicales au niveau départemental.

Au début, des exclusions

Tout a commencé, le 3 décembre dernier parmi les étudiants du 3^e cycle de la faculté de droit et de sciences-économiques. 68 étudiants du DEA de droit public — diplôme remplaçant l'ancien DES —, après avoir payé leur 150 F de droit d'inscription et reçu, selon leurs mots « une assez jolie carte de couleur jaune pâle » ainsi que leur certificat de scolarité, apprennent brusquement qu'ils sont refusés. Une « commission pédagogique », nouvellement issue de la réforme du 3^e cycle de l'an dernier et composée d'enseignants, avait entre temps fait le tri. Critères choisis : scolarité « saine », comprenez sans redoublements ; disponibilité, comprenez ne pas être salariés ; sérieux, comprenez apolitisme et silence dans les rangs. Derrière cette sélection, c'est en fait l'aptitude de l'université de Nantes à délivrer des 3^e cycles qui est remise en cause. La mise en place progressive, par J.-P. Soisson l'an dernier, des « régions universitaires » le veut ainsi : le niveau des diplômes délivrés par les facultés est réparti en fonction des besoins du patronat local. A Rennes on pourra pousser plus loin qu'à Nantes. A certains la fac dépotoir... et le chômage, à d'autres la fac d'élite.

Immédiatement les étudiants de droit se mettent en grève pour obtenir la réintégration des exclus. Mais aussi, comme le dit l'un de leurs tracts « contre toute commission pédagogique, numerus clausus, contre toute sélection arbitraire ». A la mi-décembre, ceux de sciences et lettres suivent tout en élargissant les objectifs : la réforme du 2^e cycle universitaire vient sur le tapis. Présentée au Conseil national de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en janvier, elle doit paraître ce trimestre sous forme d'arrêté. Le projet est ronéoté et discuté en commissions. Le jugement des étudiants voté en « AG interfac » le 8 janvier tombe : facs concurrentielles, porte ouverte au patronat, sélection ac-

crue. Un mauvais coup dont, à Nantes, quelques applications voient déjà le jour : généralisation des « commissions pédagogiques » d'épuration, projet de limitation en lettres des effectifs de 5.000 à 1.000, asphyxie financière progressive de cette même faculté, contrats passés en sciences avec l'industrie pour financer les recherches, stages en entreprise prévus à la rentrée 76, création d'un centre de formation des maîtres dont le principe est accepté, et mise en place en droit d'un diplôme régional, le DESup, sans aucune valeur nationale et financé sur les crédits de l'université, c'est-à-dire une filière offerte au patronat local. En étudiant ainsi le plan de redéploiement de leur université pour 1976-1980, les étudiants nantais ont en fait dénoncé une situation nationale, commune dans sa diversité à toutes les facultés : l'éclatement de l'enseignement supérieur en filières créées selon les besoins en main d'œuvre du patronat de chaque région, la remise en cause du cadre national et unique des diplômes, bref l'« américanisation » de l'université française.

Sérieux et démocratie

Mais au-delà de ces motifs immédiats, qu'est-ce qui fait courir les étudiants nantais ? Pourquoi cette grève a-t-elle duré en s'approfondissant ? Pourquoi, si elle est suspendue, peut-on déjà affirmer que ce ne sera pas faute de combattants, mais dans l'attente d'un mouvement national contre la réforme du second cycle ? « Parce que », répond un membre du comité de grève de lettres se défendant d'appartenir à un groupe révolutionnaire, notre organisation devient plus rigide. Il y a plus de débats organisés. Ça porte ses fruits ». Une journée sur le campus le prouve.

Il est 14 h, ce lundi. La faculté de lettres tient son Assemblée générale. 800 présents. On discute de la poursuite de la grève. Très minoritaires, ceux qui sont pour la reprise sont néanmoins écoutés. Même chantage que le « président Sparfel » à la validation de l'année, agrémenté d'une mesquinerie : « Défendre ceux de droit, c'est du Don Quichottisme ». Quelqu'un répond : « C'est ce qui nous attend ». Un membre du comité de grève commente : « La démocratie dans la lutte ça ne peut aller qu'en notre faveur ». Il a raison : après ces interventions, le vote pour la grève sera plus net qu'aux AG précédentes. Une militante de l'UNEF-Renouveau suit. Bien que l'UNEF ait été en dehors du mouvement à son début, allant même jusqu'à aller en cours, on l'écoute. Une intervention plaquée, peu unitaire et mal perçue, où rien n'est dit sur la grève en cours et tout au contraire sur l'appel national de l'UNEF à aller « mettre au pied du mur » à Paris Alice Saulnier-Seite et « imposer des négociations ». « Rien à voir », dit un étudiant. Nous avons nos

exigences, nous n'avons pas à négocier le projet Soisson. Nous refusons sa logique. D'ailleurs votre tract ne reprend pas la plate-forme votée ici à Nantes en AG ». L'UNEF vient de signer une déclaration commune avec la CGT, demandant une « université répondant aux besoins réels du pays ». Ce n'est pas, pour le moins, le langage des étudiants grévistes.

16 heures. Une « interfac », rassemblant les trois comités de grève, se tient. Elle est publique, — tout étudiant pouvant y intervenir — ainsi que la réunion qui suivra entre les comités de grève et les syndicats, à l'exception de la CGT. Un débat sérieux, où l'on s'écoute les-uns les autres, dans le calme la plupart du temps. Longue discussion sur la plate-forme de la manifestation du lendemain, 20 janvier. L'AG de droit vient de voter un texte proposant un compromis pour obtenir la réintégration des exclus. Compromis inacceptable disent les autres facs, soutenues par le SNESup et la FEN. Ce texte considère en effet le DESup local comme une filière acceptable et propose qu'après un stage les étudiants réintégrés puissent « opter pour le DEA s'ils ont respecté le principe d'assiduité » ! Un débat qui est une véritable leçon de choses sur les revendications étudiantes : partir des besoins de la lutte ou amender l'université des patrons ? « Ce n'est pas à nous, dit un étudiant en sciences, de faire une proposition concrète à Sparfel. Nous avons nos exigences, la réintégration des exclus. A lui de répondre ». Le secrétaire de la FEN-44 ajoute : « on ne va pas se battre sur un compromis au départ ». C'est l'unité du mouvement qui est en cause : l'AG de droit rediscutera, en attendant la manifestation se tiendra sur la plate-forme commune aux trois facs. Autre débat significatif : quelle sera la composition de la délégation qui, quand la « manif » fera une pause devant la présidence de l'université, ira peut-être entendre la réponse de Sparfel ? Pour ce dernier, elle ne sera reçue que composée des seuls étudiants et enseignants de la faculté. « Sparfel, propose quelqu'un de sciences, reçoit bien les patrons à la fac, pourquoi accepter son chantage ? Les syndicats ouvriers seront reçus avec nous, ou il n'y aura pas de délégation ». Une façon de montrer que les travailleurs ont leur mot à dire sur ce qui se passe dans l'Education nationale. C'est la proposition adoptée, bien que la CFDT soit prête à se retirer « pour ne pas entraver la négociation ».

A l'Ouest, du nouveau

Les débats de cette AG et de cette réunion ne sont que quelques exemples. Certes les facs ne sont pas occupées, certes une fois les AG tenues, beaucoup d'étudiants désertent le campus. Mais dans le sérieux et les thèmes de la grève de Nantes, il y a plus largement, une atmosphère nouvelle. C'est un nouveau mouvement étudiant qui transparait. Des membres, — « inorganisés » — du comité de grève de lettres expliquent : « Il y a quelque chose de différent des années précédentes. Les étudiants se mobilisent quand ils sont touchés directement. Ils réagissent et, alors, ils dépassent le simple vécu universitaire. Ils replacent ça dans un contexte politique. Le niveau de conscience se développe ». Un nouveau rapport des étudiants à leurs luttes se dessine. Immédiatement après Mai 68 et l'éclatement du mouvement étudiant, dans un ghetto universitaire ébranlé par la construction des groupes révolutionnaires, c'était directement les grands débats politiques qui définissaient les enjeux. Dans la

2ème cycle

Niveau changeant

situation actuelle pour la masse de ce milieu, la découverte de la classe ouvrière, des liens nécessaires avec ses combats, ou du besoin de s'organiser unitairement pour lutter contre les plans capitalistes, vient par la bataille concrète contre les réformes en matière de formation.

Différents exemples l'illustrent à Nantes. Ainsi les étudiants de lettres préparant l'agrégation ou le CAPES décident majoritairement pour « ne pas être défavorisés au moment des concours » et également « ne pas briser la grève en demandant le rétablissement des cours », de mettre sur pied des groupes de travail pour les préparer « collectivement » et remettre en cause « les pratiques individualistes ». De cette façon, ils en sont arrivés à discuter des formes et du contenu même des concours. Ainsi en sciences des votes ont eu lieu, durant la grève, sur la participation aux conseils d'UER, caution à la gestion de l'université : les étudiants, parmi lesquels des élus qui étaient allés « pour voir », ont exigé la démission des étudiants présents en leur sein et des séances publiques, annoncées à l'avance avec leur ordre du jour. Encore un effet de la grève. Ainsi, discutant des stages prévus en entreprise pour les étudiants de science l'année prochaine, c'est le caractère social de la sélection que les étudiants ont abordé : ce seront les boursiers qui, en priorité, devront les suivre.

Ce que décrit cette énumération c'est l'émergence de nouvelles formes de luttes étudiantes, à l'aurore de la construction d'un mouvement étudiant unitaire, combattant clairement aux côtés des travailleurs et faisant le pont par ses revendications mêmes avec les luttes de ces derniers. La plate-forme des étudiants nantais votée le 8 janvier en est l'exemple. On y trouve entre autres l'exigence de « diplômes nationaux », « le droit à un emploi au niveau de qualification acquis », « une formation polyvalente et critique contre la formation en miettes », une « allocation d'études pour tous », et « l'ouverture des facs à tous les travailleurs ». C'est la voie à suivre pour le développement d'une riposte d'ampleur à la réforme du 2^e cycle.

Dernière minute

En l'attente du « national »

Mardi 20 janvier, la manifestation des comités de grève étudiants et des syndicats enseignants, soutenue par les syndicats ouvriers a rassemblé près de 3.000 personnes. Une délégation a été reçue par le président de l'université de Nantes. Ce dernier a accepté le compromis pour la réintégration des exclus, proposé par la majorité des grévistes de Droit et jugé inacceptable par ceux des autres facultés. Les assemblées générales de ce jour, mercredi, illustraient les difficultés d'un mouvement local ayant débouché sur un problème national — le projet Soisson — mais en avance sur les autres facultés. L'éventualité d'un appel lancé à ces dernières sera discuté les jours prochains, la grève ayant été reconduite à une faible majorité jusqu'à la fin de la semaine.



Rira bien qui rira le dernier... René Haby, ministre de l'Éducation et Alice Saulnier-Seite, secrétaire d'État aux Universités, à la sortie du Conseil des ministres.

La réforme est désormais officielle

Le deuxième cycle, c'est-à-dire l'échelon « licence » et « maîtrise » universitaire, tient une place charnière dans l'enseignement supérieur. Le pouvoir ne s'y est pas encore attaqué frontalement. Au contraire les deux premières années de faculté ont déjà été réformées avec l'instauration du DEUG les sanctionnant, et le troisième cycle a été mis au goût du jour l'an dernier. C'est dire l'importance de l'« arrêté relatif au deuxième cycle » rendu public le 20 janvier au journal officiel. Selon le Secrétariat d'État aux Universités il s'agit de renforcer « la finalité professionnelle des diplômes », en clair d'accentuer la main-mise patronale sur l'université les facultés. Cela signifie :

— autoritarisme et carte blanche au gouvernement : le Secrétariat d'État décidera seul de l'habilitation des maîtrises et licences, c'est-à-dire de leur valeur nationale. Cette reconnaissance du diplôme peut à tout moment être retirée par le même secrétariat (art. 5). Le dossier d'habilitation ne sera accepté que s'il contient « une étude sur les possibilités d'emplois offertes aux diplômés » (art. 3).

— droit de regard des patrons : l'habilitation est accordée sur la base du rapport d'un « groupe d'étude technique » (art. 2) composé pour au moins un tiers de représentants des « principaux

secteurs d'activité économique, sociale et culturelle de la Nation... désignés par le Secrétaire d'État » (art. 4) 20 % des enseignants pourront être choisis parmi des « salariés » du niveau correspondant à la formation donnée. Des stages en entreprise seront organisés, selon le bon vouloir du patronat par ailleurs associé à la note terminale (art. 8 et 17).

— plus de cadre national des diplômes : les seconds cycles sont démantelés, puisque, « diplôme terminal » la licence deviendra l'année complémentaire du DEUG et ne donnera pas toujours la possibilité de suivre une maîtrise, donc de poursuivre ses études (art. 8). Certaines licences permettront de pousser en avant, mais pour des maîtrises à « finalités professionnelles » devant obligatoirement correspondre à la même discipline que la licence acquise (art. 15). Les filières sont donc étroitement cloisonnées et, par ailleurs, chaque diplôme portera une « dénomination » spéciale arrêtée par le Secrétariat d'État (art. 5), empêchant ainsi toute dénomination nationale indifférenciée pour favoriser ainsi la concurrence entre les universités.

La mise en œuvre de la réforme est prévue pour la rentrée 1976 au niveau de la licence. A partir de cette date des diplômes non-conformes pourront être supprimés « au fur et à mesure » par le Secrétariat d'État (art. 20 et 21).

BILAN...

Rouge quotidien n° 02 est sorti. Disons-le tout de suite : c'est mieux, mais ce n'est pas encore ça.

■ On commence à entrevoir une formule, et plus seulement la simple juxtaposition d'articles, comme dans le premier numéro : des tribunes régulières (comme celle de Lutte ouvrière ou des travailleurs de l'IMRO), des rubriques stables (Vie syndicale, aux quatre coins du monde, l'homme des casernes, le programme télé, etc.), interviews (Agee, ancien de la CIA) contributions comme celle de Daniel Guérin...

Autre sujet de satisfaction : le réseau de correspondants du journal a très bien fonctionné. Les nouvelles fraîches sont arrivées directement du Portugal, d'Espagne, d'Argentine, du Chili, permettant de couvrir l'actualité « à chaud », sans être réduits à commenter des dépêches d'agences. Même chose pour la rubrique sociale qui a reçu une masse d'informations directes de Marseille, Rouen, Ste-Livrade, Champigny, Montpellier, Bobigny, Rennes...

La comparaison avec l'ensemble des autres journaux parus le même jour le montre : c'est ce réseau national et international de correspondants et de collaborateurs militants qui peut faire la force de Rouge-quotidien. Rédigé dans des conditions précaires, avec une équipe restreinte, le N° 02 assure une « couverture de l'actualité » étendue, qui laisse passer peu d'informations importantes.

Tout ça pour dire qu'il n'est pas du tout impossible de faire un bon journal. Ceci dit, ce numéro a des faiblesses criantes, qui auraient dû être évitées.

Faire apparaître les informations

Rouge 02 est encore trop tassé : trop de texte, pas assez de blanc, pas assez d'illustration. Les titres sont trop généraux, trop allusif, et ne font pas apparaître au premier coup d'œil l'information contenue dans l'article. Un article sur l'armée s'appelle « *Bigeard bavarde* ». Voilà qui renseigne peu sur ce qu'il a dit... Un autre s'intitule « *Moyen Orient : sur tous les fronts* », titre passe partout, alors que l'article aurait dû être décomposé en plusieurs notes brèves et faire apparaître des nouvelles importantes comme la chute du camp palestinien de Dbayeh, ou le maintien d'Israël Shahak à la direction de la Ligue des droits de l'homme, malgré les manœuvres des sionistes. Quand un bidasse meurt écrasé sous une jeep, au lieu de lancer un clin d'œil aux initiés (« *Les 7 %, ça n'existe pas* »), mieux vaut titrer : « *Bernard, ou Jacques écrasé sous sa jeep* », etc.

Manque de punch

Autre critique apparue dans la réunion de bilan du comité de rédaction : le manque de mordant, l'absence de dimension militante. Quand le journal paraît le jour d'une mobilisation nationale sur l'armée, on ne peut pas se contenter de titrer en première sur « *2 nouvelles inculpations* ». De même pour l'article sur le CNPF : quand le patronat français se réunit pour annoncer une offensive tous azimuts contre la classe ouvrière, il est faux de faire un article sereinement analytique, dont l'axe principal est l'évocation de « *dissonances* » entre le patronat et le gouvernement.

Dans le même ordre d'idée, quand un camarade enseignant comme Papinsky en est à son 57ème jour de grève de la faim, on regrette la sécheresse de l'article, son absence de solidarité militante.

Deux carences

Dans l'actualité du jour, deux événements n'ont pas eu la place qu'ils auraient dû avoir :

L'armée : avec les nouvelles inculpations et la journée d'action, il fallait en faire un plat de résistance de la rubrique politique du journal. Au contraire, l'armée occupe à peine un huitième de page de cette rubrique (moins que la rupture de la coalition municipale à Marseille). Et les nouvelles. Quant aux nouvelles des casernes et aux déclarations de Bigeard, on les retrouve 4 pages plus loin, en rubrique « *Société* », où elles sont présentées de la façon la plus banale et routinière qui soit. Il aurait fallu au contraire consacrer les 3/4 d'une page politique à l'armée, en lui donnant un contenu d'agitation et de mobilisation : les initiatives du comité, les déclarations de Bigeard, celles de la CFDT, une nouvelle fois l'armée assassine, où en sont les dossiers de l'instruction, etc...

Les déclarations du Vatican sur la sexualité : alors que nous avons fait le choix de consacrer deux pages à la rubrique « *société-vie quotidienne* », l'événement du jour est réduit à un article minuscule, et la rubrique a un caractère largement a-temporel.

Savoir dégager l'essentiel

Ceci nous amène à une constatation plus générale. Dans ce numéro 02, toutes les informations ont un peu trop tendance à être mises sur le même plan, quelle que soit leur importance politique. L'expérience montre qu'il faudra s'efforcer au contraire de dégager dans chaque rubrique deux ou trois temps forts, de marquer nettement leur importance par leur place dans les pages, le tirage, l'illustration ; et de construire ensuite le reste des informations autour de ces pôles.

Le bilan de ce numéro nous a montré aussi la nécessité d'une grande souplesse dans la construction du journal : on ne fait pas un quotidien, comme on fait un hebdo, en définissant un sommaire qui reste pratiquement inchangé durant la confection du numéro. Au contraire, le rythme du quotidien exige assez de souplesse et de réflexes pour remanier complètement le sommaire, si au téléx tombe une information importante.

Mais pour cela il faut des forces. Nous avons fait ce numéro avec un seul camarade pour centraliser l'ensemble de la copie. Quant aux futurs « directeurs politiques » ils ont passé beaucoup de temps à écrire des articles ou à d'autres tâches militantes. Il faudra au contraire, quand le quotidien sortira pour de bon que trois ou quatre camarades consacrent le plus clair de leur temps à **construire** le journal, pour faire apparaître clairement ce qui est essentiel dans l'actualité. Tout cela implique un boulot minutieux de relecture, calibrage, tirage, illustration, sans lequel il n'est pas possible, quelle que soit la qualité des articles, de faire un bon journal.

F.L.



Après la lecture du 002...





PERSPECTIVES

L'ensemble de nos souscripteurs peut s'étonner que nous n'ayons pas encore de local. C'est pourtant le problème le plus simple à résoudre, du moins l'avons nous cru de juillet à septembre 1975. Mais nous avons découvert, tardivement il est vrai, de nombreuses difficultés. Aussi, jusqu'à ce que nous ayons signé un bail, nous rendrons compte chaque semaine des locaux visités et des difficultés rencontrées.

Nous avons trouvé un grand local pas très loin de Paris, proche d'une station de métro. Pas très beau, de gros travaux à faire pour s'y installer : notamment il fallait construire une cabine avec transformateur pour l'EDF (coût 300 000F minimum). Loyer relativement élevé : 350 000F par an, avec un dépôt de garantie de six mois. En comptant tout, dépôt de garantie, frais d'agence, installation électrique, installation du matériel et des bureaux, nous devions dépenser 800 000F environ. Et c'est un minimum ! Mais nous étions prêts à faire cette folie compte tenu de l'urgence.

Après des négociations serrées avec les propriétaires, nous en étions arrivés à la signature du bail. Le stylo à la main, au moment de conclure cette affaire, notre avocat nous demande de retarder la signature : local hypothéqué. Et en effet, ce local a été vendu aux enchères sur saisie. On imagine la déception. Mais on trouve aussitôt un autre local. Moins bien situé, mais moins d'investissements à faire. Plus petit aussi. Tant pis, on s'en contentera. Problème alors : il faut d'abord trouver l'acheteur du local : nous, nous verserons les loyers qui constituent en quelque sorte les intérêts du capital mis dans cette affaire.

L'agent immobilier trouve un investisseur : c'est une banque dont la direction demande à connaître ses futurs locataires. Patatras ! Tous est encore par terre, la banque ne veut pas de nous...

On continue. Près de la ligne de Sceaux, en banlieue sud, nous trouvons une usine. En piètre état. Accès peu commode. Un très grand terrain dont nous n'avons rien à faire. Des bâtiments vétustes et beaucoup de travaux. Loyer : 550 000F par an. Trop cher. Si le propriétaire accepte de nous le louer 400 000F on s'y intéresse. Pas de réponse pour l'instant.

Banlieue nord : 3500m² d'entrepôt et 1000m² de bureau. Un local immense sans la force électrique. Loyer : 850 000F. Qui dit mieux ? Ce local étant indivisible, nous avons dû renoncer car même une négociation serrée

sur le loyer ne nous aurait pas fait descendre en dessous de 750 000F.

Depuis une semaine, la recherche s'est intensifiée. Les annonces, les agences, les copains aussi. Tout le monde s'y met. Nous sommes avec une dizaine de locaux à voir ou déjà vus. Sur le lot, il y en a 7 qui sont très loin. Trois seulement sont intéressants ; les contacts sont pris avec les propriétaires. La semaine prochaine nous diront ce qu'il est advenu de ces affaires. L'une d'elle semble en bonne voie. Mais nous nous gardons bien d'en dire plus, car tant que nous n'aurons pas signé...

Une ou deux choses encore. Entre le moment où nous trouverons une affaire, et le moment où l'on rencontre le propriétaire, il s'écoule parfois jusqu'à quinze jours de délais. Une annonce ; coup de téléphone ; on vous rappelle. Ça c'est l'agent immobilier qui vous propose une visite pour le lendemain. Visite. Encore 24 ou 48 heures pour avoir les plans. Puis démarche à l'EGF (72 heures pour obtenir des réponses), au tribunal du commerce, à la mairie, etc. Enfin, le propriétaire sera visible la semaine prochaine, il est actuellement en voyage « d'affaires ». Quand monsieur revient, il faut lui fournir nos garanties bancaires, notre « profil » financier ; encore 48 heures. Voilà pour les lenteurs de cette question. Autre chose : des camarades nous apportent des adresses et des numéros de téléphone. Très bien. Mais voilà ce que cela donne : un numéro erroné, un billet du genre, « je ne l'ai pas vu, mais j'en ai entendu causer... », une information fautive, ou alors des numéros et des adresses exactes, mais pour des locaux très éloignés (Le Pecq, Fontenay aux Roses, Argenteuil, etc.). Rappelons que nous cherchons des locaux proches d'une station de métro : Clichy, St Ouen, Pantin, Les lilas, Pte de Montreuil Pte de Vincennes, Pte d'Orléans. Rappelons également que plus vos informations seront précises, plus nous irons vite.

Au boulot camarades, et courage !

J.P.

1.791.967,63 ...

Ça avance ! Peu à peu nous approchons des 200 millions d'anciens francs : seuil minimum pour que sorte le quotidien. Le retard apporté à la sortie du journal par la question du local, ne doit pas ralentir le rythme de la souscription : nous le répétons, il nous faut dépasser les 200 millions pour sortir et non pas pour tenir face à toutes les difficultés. C'est pourquoi, en cette fin du mois de janvier, nous comptions sur l'effort de tous pour parvenir au but. Plus que 10 millions d'anciens francs à trouver ! Si l'on mesure le chemin déjà extraordinaire parcouru, on sent que « c'est possible ». LE N° 002 sera suivi en février d'une série de n°0. Tout se met en place : le répit forcé qui nous est imposé par la question du local est mis à profit pour la réflexion, la discussion des rubriques, le bilan serré et détaillé des deux premiers numéros zéro. Jamais nous ne nous sommes senti si près du but. Nous vous expliquons donc en détail ci-contre les difficultés exactes qu'il nous reste à écarter. Parce que nous sommes redevables devant tous les souscripteurs, nous ne dissimulons rien. Pendant les semaines qui viennent nous vous tiendront au courant de toutes nos démarches et de leurs conséquences.

SOLDE ANTERIEUR	1699977,38
Diffuseurs St Girons	152,60
Métallo Tours	1174,00
Postiers Tours	400,00
Ecole normale Tours	300,00
P.B. instituteur Montrichard	50,00
Sympathisants Vendôme	30,00
J.P.P. instituteur Blois	40,00
Sympathisant Blois	10,00
Diffuseurs Blois	50,00
Diffuseurs Barentin	330,00
Travailleurs faculté Rouen	630,00
Comité rouge Lettres Rouen	415,00
Comité rouge Droit Rouen	105,00
Diffuseurs Rouen	610,00

Militant CFTD Assistance publique	10,00
Diffuseurs Pitié Salpêtrière	860,00
Sympathisant FTT Besançon	210,00
Don d'un militant CHU	4000,00
Souscripteurs divers Besançon	515,00
Diffuseurs Besançon	248,00
Un lecteur anonyme	20,00
Y.M. Fontenay-aux-Roses	1000,00
Doudou Marseille	10,00
J. Sympathisant INRA Versailles	400,00
J. Sympathisant INRA Versailles	60,00
M. Sympathisant INRA Versailles	50,00
S.T. Paris	898,00
C.F. Yzeure	150,00
L.C. J.J. Paris	200,00
Groupe Taupé SNCF Avignon	100,00
Diffuseurs Montpellier	2015,00
S.T. Paris	1395,00
Comité rouge Paris 13	420,00

Diffuseurs Pitié Salpêtrière	120,00
Militant CFTD petite banque	300,00
Comité rouge Sciences Caen	90,00
Sympathisant Soissons	100,00
Diffuseurs Broussais	750,00
Diffuseurs Marseille	3125,00
Diffuseurs Paris 13	530,00
Diffuseurs Argenteuil	350,00
Diffuseurs Moselles	500,00
Un copain à Christian CFTD	250,00
Groupe Taupé Billancourt bureaux	300,00
S.T. Paris	1300,00
Diffuseurs Vaulaines	1750,00
Diffuseurs Narbonne	55,00
Militant CGT NMPP	50,00
Comité rouge Panthéon	150,00
G.V. Mons en Barelul	50,00
Militant PC Lille	10,00
CET Roubaix	200,00
Sympathisants Roubaix	40,00
C.H.R. Lille	300,00
P.D. enseignant	100,00
Sympathisant Valenciennes	124,00
Diffuseurs Pau	140,00
Comité rouge Paris 18	450,00

S.T. Paris	3370,00
Diffuseurs Boulogne	990,00
Comité rouge Paris 3-4	100,00
Diffuseurs Paris 3-4	550,00
Diffuseurs Massy	1200,00
Diffuseurs Villeneuve	150,00
Papa Chauvaud	30,00
Comité rouge SUPELEC	60,00
Anonyme Paris 13	100,00
Comité rouge ENS St-Cloud	140,00
Diffuseurs St-Cloud	2027,00

S.T. Paris	3000,00
Diffuseurs Auxerre	3000,00
Recherche scientifique Marseille	1650,00
Comité rouge Central Marseille	1250,00
Un bidasse Marseille	70,00
Diffuseurs Marseille	1620,00
H.S. M.C. Caen	1000,00
D.M. Beaufort/Doron	200,00
Un médecin	150,00
Un ouvrier agricole	160,00
Diffuseurs Grasse	550,00
N.C. Houilles	100,00
Employé communal Mairie d'Aubervilliers	50,00
S.K. Sarcelles	50,00
A.E. Cergy	100,00
Militant Vannes	200,00
Gilles sympathisant Argenteuil	80,00
Diffuseurs Moselles	750,00
Diffuseurs Aubonne	1940,00
Etudiant Vincennes	122,30
Santé Nord Paris	560,00
Imprimerie Paris	50,00
Groupe Taupé Téléciné	250,00
Enseignant Vincennes	5,00
Elève infirmier Paris Nord	100,00
S.T. Paris	1520,00
Employé de mairie militante CFTD	75,00
Diffuseurs Le Mans	537,00
Sympathisant Lambert Rouen	20,00
Travailleur faculté Rouen	630,00
Sympathisants Chimie Rouen	500,00
Sympathisant lycéen Rouen	47,35
Syndicaliste CGT INSEE	100,00
Sympathisant LCR	200,00
E.J.L. Clermont-Ferrand	250,00
M.P. Vieux Boucau	100,00
Diffuseurs Brest	190,00

Diffuseurs Nîmes	1100,00
Sympathisants Beaucare	550,00
Diffuseurs Nîmes	200,00
Camarade sympathisante Strasbourg	100,00
C.R. lycéen Sartrouville	82,00
Comité rouge Sartrouville	200,00
Anonyme Marché Sartrouville	65,00
Métallurgiste Trappes	100,00
Travailleurs CEBTP St-Rémy	115,00
G.B. étudiant Versailles	30,00
Comité rouge St-Germain en Laye	40,00
Buc	5,00
Sympathisant Versailles	100,00
Diffuseurs Laval	200,00
Professeur Ecole normale Livry-Gargan	110,00
Diffuseurs Hôpital franco-musulman	30,00
S.T. Paris	2444,00
Sympathisant étudiant Bordeaux	1500,00
Militant CGT SNPE Bordeaux	50,00
Groupe Taupé SNPE Bordeaux	107,50
Moko Bordeaux	130,00
3 ouvriers CGT SNPE Bordeaux	20,00
Sympathisant CFTD SNPE Bordeaux	220,00
Diffuseurs étudiants Bordeaux	80,00
Professeur militant PCF Bordeaux	100,00
Educatrice Bordeaux	50,00
Vente rue Ste-Catherine Bordeaux	154,00
Employé ANPE Bordeaux	54,00
Militant CGT Bordeaux	11,00
Diffuseurs étudiants Bordeaux	225,00
Chômeur Bordeaux	30,00
Employé Sécurité sociale Bordeaux	17,00
Employé CGT Bordeaux	10,00
Educateur technique Bordeaux	10,00

LES ENJEUX DE LA MJC

théâtre des 2 portes



La « normalisation » des maisons des jeunes et de la culture par la préfecture et la ville de Paris se poursuit à coup de bulldozers et d'expulsions. Dernière visée la « MJC Théâtre des deux portes » du 20ème (cf. Rouge quotidien 02). Une décision préfectorale invoquant une mauvaise gestion expulse la MJC de ses locaux (pour la remplacer par un super-marché ?). Depuis la MJC est occupée par les adhérents.

● Ils sont multiples et demandent de notre part toute notre réflexion, car ce lieu privilégié tient sa spécificité de ses activités :

1. Le Théâtre des Deux Portes (130 places) qui servait de lieu provisoire à la Troupe des Athévains, groupe issu de l'atelier-théâtre de la MJC et passée professionnelle dès 1971.

— Le siège social de l'AJT (qui regroupe plus de cent compagnies sans statut) de l'Action Chanson (qui y est née), de l'Action danse, qui luttent contre le show-business et demandent des conventions et des subventions au Ministère de la Culture.

2. A côté de ce professionnalisme du spectacle (dont l'ensemble de la profession et de la décentralisation est solidaire) :

— des ateliers théâtre, danse, cabaret-chanson, photo, qui sont autant d'« écoles d'art » parallèles, dont beaucoup de membres complètent ici une formation reçue ailleurs.

— des spectacles pour enfants.

3. Enfin, dans le cadre de l'Action socio-culturelle proprement dite :

— 80 ateliers d'enseignement de technologie (art ménager, etc.) de langues (Anglais et allemand audio-visuels), sports (très nombreux).

— accueil d'enfants scolarisables le mercredi.

— accueil des services de l'Alphabétisation.

— centre d'hébergement de nuit à bon marché.

— restaurant social (bonne cuisine, pas chère) qui permet l'auto-financement en grande partie des autres activités.

C'est cette confluence, ce lieu privilégié de rencontre, que le pouvoir réactionnaire veut détruire, car il est gêné par ces expériences culturelles qui défient le profit, ce public d'un quartier populaire de Paris qui peut être directement confronté avec des expériences de théâtre d'avant-garde, qu'il n'aurait pas rencontré ailleurs (dans les café-théâtre par exemple).

En effet, les pièces qui furent

montées par les Athévains, leurs collaborateurs et leurs invités ne furent que des créations d'un répertoire neuf, soit de jeunes auteurs soit d'auteurs inconnus ou délaissés. Dans le mouvement de la culture, c'est toujours le travail des retombées de Mai 68 qui aboutit à la redécouverte des vieux acquis du mouvement ouvrier, enterrés par quarante ans de stalinisme. Mieux qu'une résurrection, c'est à une récréation qu'on participe. Les adhérents en sont conscients, ils se sont organisés et ont déclaré à la presse qu'ils emploieront tous les moyens pour défendre leur maison. Parmi les premiers soutiens solidaires on pouvait compter celui de Rouge-Hebdo dès le 17 décembre. La lutte continue.

W.C.A.

Dernière minute mardi 20 janvier 1976

○ Les 100 télégrammes de solidarité du spectacle, les articles de l'Huma, Libé et Rouge, et surtout le Comité d'occupation des adhérents ont fait reculer le pouvoir. Le 20 janvier était la date fixée pour l'expulsion manu militari, on n'a pas vu l'ombre d'un huissier, pas le moindre casque de pandorre. La lutte continue.

THEATRE

Au Palace-théâtre

■ Pierre Laville, qui a quitté la direction du théâtre de Nanterre (nous publierons prochainement un entretien avec lui) présente dès le 20 janvier 1976 deux spectacles au Palace Théâtre, l'un écrit par J-M. Serrazac et l'autre par Liliane Atlan.

Lazare aussi rêvait d'Amérique de J-M. Serrazac

● Le lépreux Lazare tiré de sa tombe est un jeune paysan de Tolède ressuscité en pleine Renaissance et contraint d'émigrer aux Amériques pour gagner sa pitance, il sera volé, détrossé, mis à mal et finira poisson-triton promené dans les foires à travers l'Europe des praticables mobiles qu'on avance et retire dans une salle découpée par une diagonale. Plateau et salle en occupent chacun un triangle. Le long cauchemar de cette strada onirique finira par la mort de l'homme-poisson. Des acteurs et le metteur en scène sont issus de l'« Aquarium » : les êtres et les gens s'ignorent, s'accoquent, l'argent a tué tous les sentiments et les rêves.

les musiciens - les émigrants de Liliane Atlan

● Avec les 27 prix de littérature qui lui tombèrent sur la tête, Liliane Atlan était pratiquement devenue écrivain officiel d'Israël. Un jour à côté de Jérusalem elle découvrit un village palestinien abandonné, Dar-el-Yocine, où la population entière avait été massacrée par Irgun. Le livre des Rois raconte que ce village avait été l'antique Kfar-Saül, où David venait jouer de la harpe pour calmer son frère devenu fou après qu'il eût usurpé sa couronne.

Aujourd'hui parmi les maisons restées intactes, errent les fous d'un asile psychiatrique. Quand Liliane Atlan fut revenue de son hébétude, elle écrivit sa pièce, fit les premières essais avec des juifs et des arabes (les-uns parlant respectivement la langue des autres) ; elle montra sa pièce hors des circuits, en pleine guerre des 6 jours. Les musiciens - les émigrants sont ces enfants de tous les peuples qui fuient le feu et le sang.

Rouge n° 332 page 22

NON A L'EXPULSION DE LA MJC DE BOULOGNE BILLANCOURT !

● Il y a deux ans et demi, la mairie de Boulogne (aux mains de la droite) signifie aux responsables de la MJC leur expulsion des locaux qu'elle occupe 152 rue de Sully. Devant leur refus d'obtempérer, le Maire Gorse et son adjoint M. de Vassal (comme son nom l'indique) portent l'affaire devant les tribunaux.

Aujourd'hui le juge chargé de l'affaire condamne la MJC à l'expulsion. Mais les animateurs et les usagers de la MJC refusent le chantage. N'est-elle pas pratiquement la seule association d'animation, de rencontres, d'expression populaire de Boulogne (plus de 100.000 habitants) ?

Ils exigent :

- le relogement définitif de la MJ
- le rétablissement des subventions

Une semaine d'action est organisée du 25 janvier au 1^{er} février. Le programme est le suivant :

Samedi 25 janvier : soirée d'ouverture. 20h 30 « Epsilon » Concert pop.
Dimanche 26 janvier : Journées portes ouvertes. 14h : foire au troc (disques, livres,

vêtements...)

Lundi 27 janvier : 20h 30 Débat sur la justice, les licenciements, les expulsions, avec le MAJ, le CAP et la participation d'avocats.

Mardi 28 janvier : 20h 30 : Carrefour des luttes, avec la participation des travailleurs du Parisien Libéré, des usines Idéal-Standard, Textiles du Nord et la projection du film sur les tanneries d'Annonay réalisé par le groupe cinéma Kino-Pravda. Débat sur les luttes récentes.

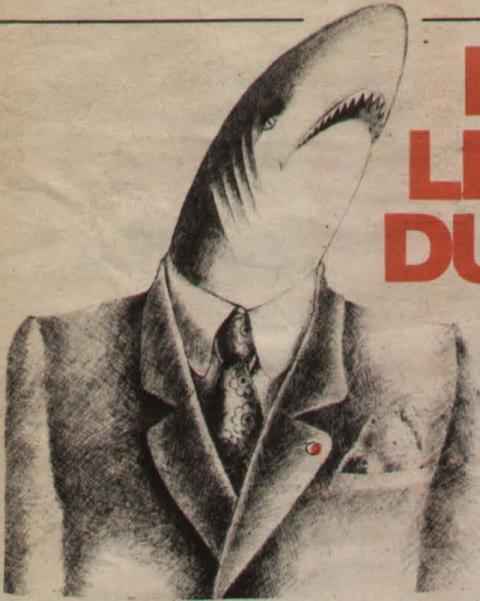
Mercredi 29 janvier : 14h : journée enfantine avec Contes et théâtre pour enfants avec Jean-Yves Chatail et la Troupe du Bonhomme rouge. 20h 30 : Débat sur l'Ecole. Participation de lycéens. Ecole émancipée.

Jeudi 30 janvier : 20h 30 : soirée imprévue animation spontanée des adhérents (chanson, théâtre, etc.)

Vendredi 30, soirée marocaine organisée par l'ADF et CFI. Chants, débats, bouffe.
Samedi 31 : 20h 30 : Soirée chansons musique, théâtre.
Dimanche 1^{er} Février : groupe Mass Devia. 20h 30 : Débat sur l'action culturelle. Et, la semaine suivante : Dimanche 8 février, Histoire vieille taupe, par la troupe Z. □

QUAND J'ENTENDS LE MOT "CULTURE", JE RETIRE MES CRÉDITS...





L'ÉDITION ENTRE LES MAQUEREUX DU PETIT COMMERCE ET LES REQUINS DU GRAND CAPITAL

■ **Le Book Business : ou l'édition française contre la lecture populaire***, d'André Gouillou est un pamphlet qui s'avoue comme tel, c'est-à-dire un livre partisan, agressif, partial et qui ne s'encombre pas de nuances. Mais c'est un bon pamphlet qui met à nu les vices de l'édition française actuelle, et cela lui a valu une censure du silence qui prouve une nouvelle fois que l'attaque de certains intérêts économiques se heurte à une défense plus dense et plus efficace que l'attaque de l'idéologie et même des intérêts politiques. Que cette censure se soit étendue jusqu'au mouvement ouvrier réformiste n'est pas pour nous étonner du PCF, chevalier sans peur et sans reproche du petit commerce, et du PS dont les liens avec le capital sont nombreux et complexes, mais cela a surpris André Gouillou, fort proche de ce dernier parti.

Ce que le livre montre excellemment c'est la manière dont la nature d'industrie capitaliste de l'édition détermine la misère culturelle de notre société. Et, en cela, le passage de l'édition du domaine du petit et du moyen capital, mesquin et timoré, au grand capital qui l'investit en la concentrant ne représente pas un progrès, il s'en faut de beaucoup. L'édition traditionnelle fournissait essentiellement un livre cher à une clientèle bourgeoise et petite bourgeoise limitée qui demandait au livre la distraction et le prestige. Ce système reposait et continue à reposer sur le libraire, épicière de la marchandise culturelle, et qui de ce fait se prend pour le pair de l'instituteur, du curé et du notaire, mais ne se différencie en fait de son confrère des fruits et légumes que par le manque de risque de son négoce. Non seulement ce parasite préleve de 33 à 40 % du prix du livre, mais, le plus souvent, il ne l'a pas payé d'avance par le système de l'« office », dépôt de l'éditeur sur lequel ne sera payé que le livre vendu. L'irruption du grand capital dans l'édition bouleverse un peu ces données en fonction de la loi fondamentale du capitalisme qui est de réaliser des profits plus grands en vendant beaucoup plus un produit de très faible prix de revient. D'où les Frondes des libraires contre le livre de poche vendu jusque dans les supermarchés, et contre la vente par correspondance. Mais l'unité bourgeoise s'est vite rétablie au prix de concessions mutuelles : les requins du grand capital ont fait leur part aux maquereaux du petit commerce.

André Gouillou explique fort bien tout cela, avec nombre de chiffres et de références à l'appui. Mais il mène ce combat — d'ailleurs drapeau déployé — au nom de la FNAC et, plus généralement, de la pratique du discount, dont les avantages sont appréciables, incontestablement, du point de vue du consommateur de livres, mais qui n'est qu'un cachet d'aspirine pour le mal de langue qu'il dénonce. Le remède à la misère culturelle qu'entretient l'édition moderne dévorée par le grand capital n'est sûrement pas dans un capitalisme « intelligent ».

Pour le suggérer, Gouillou doit d'ailleurs noircir la situation de la production livresque française et éliminer les contradictions de son développement. Les différentes formules inventées ou empruntées pour relancer périodiquement l'édition n'ont pas eu que les caractères négatifs qu'il décrit : livres-

« club », livres de « poche », livres vendus par correspondance ont correspondu à chaque fois à l'extension de la vente du livre à un nouveau public (à ce propos, Gouillou reprend étourdiment l'affirmation que le livre de poche n'a pas étendu le public des lecteurs. Or, il est contredit par ses propres citations, celle de Sartre — p. 52 — qui écrit : « J'ai changé de public depuis que mes œuvres sont publiées en petit format. Je reçois maintenant des lettres d'ouvriers, de dactylos. Ce sont les plus intéressantes ». Et celle de l'enquête, de la p. 54 : 78,7 % des ménages d'ouvriers qualifiés et de contremaîtres possèdent des livres, dont 24,8 % en livres de poche pour plus de 50 % d'entre eux). Le livre « club », dont il est parfaitement faux d'assurer qu'il fut essentiellement ostentatoire, correspond à l'accession au livre (et à la naissance sociale) des cadres moyens et techniques ; le livre de poche répond à l'élevation généralisée de la scolarisation et à la progression relative de la culture des masses ; la vente par correspondance correspond à l'extension du besoin de savoir lié à la diffusion de la télévision.



Il est vrai, en revanche, que ce n'est la plupart du temps qu'une pseudo-satisfaction qui est donnée à ces besoins nouveaux, et surtout quand il s'agit de couches sociales sans défense contre le kitsch culturel ; mais Gouillou a tort de reprendre à son compte, le mépris élitiste d'un Enzenberger (*Culture ou mise en pondition*, 10/18) qui voit un recul de la culture dans la mise au tourniquet multicolore de l'érudition et des chefs-d'œuvre de tous les temps livrés en désordre et sans préparation à une consommation goinfreuse. L'anarchie productrice doit être mise en procès, mais en dépit d'elle notre époque est plus cultivée qu'aucune autre avant elle, les travailleurs d'aujourd'hui sont plus cultivés que ceux d'hier et bien moins que ceux de demain. Et pour deux raisons : la première est que la culture ne peut se mettre sous scellé, ni séparée entre ce qui est utile au capital et ce qui lui nuit. La seconde est qu'au niveau de l'édition, en particulier, le mécanisme même de la poursuite du profit oblige les éditeurs à répondre à la demande sociale s'ils veulent vendre, et d'autant plus que le rapport des forces sociales est favorable aux travailleurs.

Tout est-il donc pour le mieux ? Absolument pas. 87 % des acheteurs de livres les trouvent trop chers ; une frontière existe encore entre lecteurs et non lecteurs ; et le monde de l'écriture est différent de celui de la lecture d'une différence qui est, dans une grande mesure, une différence de classe. Mais pour dépasser les limitations actuelles, la multiplication des magasins de la FNAC est tout à fait insuffisante. Et le livre de Gouillou ne donne pas d'autre solution. Car ses idées ingénieuses, du type « grande braderie des inventés pour les bibliothèques publiques, les hôpitaux, etc. » ne sont que bons conseils donnés à l'Etat capitaliste, lequel n'est pas là pour défendre la culture mais pour veiller aux intérêts des bourgeois qui sont, dans ce cas précis, de ne pas « casser » le marché du livre par une « concurrence déloyale ». Seul un pouvoir ouvrier réaliserait les suggestions de Gouillou, et... irait bien au-delà.

En attendant, que faire ? Nous avons, pour notre part, suggéré l'organisation et la défense de tout un réseau parallèle, au service de la classe travailleuse, d'édition (des éditeurs existent déjà, d'autres naissent et naîtront, tels Maspéro, les EDI, les éditions des Femmes, Saulin, Ruedo Iberico, etc.) de diffusion et de promotion du livre social, sur un mode militant, unitaire, qui est sans doute possible maintenant à un niveau encore jamais atteint.

Gouillou dit très bien l'aviissement par le grand capital du traducteur, de l'écrivain, du critique. Il ne parle pas, par contre, des travailleurs de l'édition qui subissent le même sort et qui, venus, le plus souvent, attirés par la brillante lumière de la flamme culturelle, se voient consommés comme matière première payée au rabais. Et pourtant, nous sommes là à la source de la dévaluation culturelle. La prolétarisation du travail culturel parachève le capitalisme. Il faut l'achever. Il n'est d'issue que dans la destruction du système lui-même.

André Gouillou s'interroge aussi sur ce que doit être l'écrivain socialiste : « Ce n'est pas celui dont la théorie du socialisme prétend être supérieur. C'est un écrivain qui se bat pour que le livre soit moins cher et tende progressivement à la gratuité, comme les manuels à l'école primaire, comme le pain dans la société communiste idéale ». Et qui écrit quoi ? Cet écrivain ressemble plutôt à un écrivain du parti socialiste.

Ce portrait donne la limite du pamphlet : une queue de poisson le conclut. Il est tout de même à lire pour son acte d'accusation documenté.

* Ed. Témascopie

Michel LEQUENNE

Jouy-en-Josas 15 F.
le 10 février à 21 h
IMANOL Cuarteto Cedron
à l'HEC 1, rue de la libération

NATALITÉ :

BAISSE DE L'OPTIMISME COLLECTIF

■ « La baisse de la natalité est assurément due à des difficultés matérielles. Mais elle l'est bien davantage à des données psychologiques et sociales, qui traduisent un doute dans l'avenir de la société et une baisse de l'optimisme collectif » (Communiqué gouvernemental)

Si lucide soit le gouvernement sur les causes de la chute des taux de natalité (en France comme en Europe d'ailleurs !) il n'en a pas pour autant les moyens de l'enrayer. Et ce ne sont certainement pas les misérables mesures annoncées au terme de l'année de la femme (cf. Rouge n° 330) qui pourront infirmer ce pronostic.

un précédent historique

Il y a d'ailleurs des précédents historiques. Après la guerre de 1914, le gouvernement français avait d'abord puni comme crime l'avortement (loi de 1920) pour faire remonter la natalité « catastrophique » du point de vue de l'« intérêt national ». Les résultats furent insignifiants. En 1932 furent systématisées les premières incitations natalistes par l'instauration des « allocations familiales ». Leur efficacité fut négligeable. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, il n'y eut pas de remontée nette du taux de natalité.

Le contexte de crise profonde (économique, sociale, politique) pesait plus que toutes les petites mesures natalistes officielles...

Ce n'est donc qu'au lendemain de la guerre, dans une situation de relative stabilité sociale, au début des années cinquante, dans le soulagement de la paix retrouvée et de l'illusion de l'ouverture d'une période de progrès, que les incitations à la natalité réalisées dans le cadre de la refonte des allocations familiales en 1945 furent réellement efficaces au point de donner naissance à une nouvelle expression : le « baby-boom ».

des données nouvelles

Il serait pourtant simpliste d'assimiler la crise de la natalité actuelle à celle de l'entre-deux guerres. En effet, la baisse du taux de natalité a précédé la période d'instabilité sociale chronique ouverte par la crise de 1968 et la conjoncture actuelle de crise économique.

C'est un phénomène qui a commencé en 1964 dans les pays développés. D'autres facteurs sont intervenus de manière décisive ; la découverte et l'utilisation des contraceptifs chimiques (la pilule) en particulier qui ont donné la possibilité à des couches



la fonction des mesures gouvernementales

Il ne faut pas prendre la bourgeoisie pour plus stupide qu'elle n'est. Ce n'est pas la crainte de voir la famille s'écrouler qui pousse le gouvernement à proposer des mesures d'« aide aux familles ». En fait deux soucis essentiels guident le gouvernement : le premier, tenter dans la mesure des possibilités économiques du pouvoir, d'enrayer la chute du taux de natalité qui porte atteinte à l'« intérêt national » ; le second, mesurer les liens entre le pouvoir et sa base sociale et électorale de droite. Celle-ci avait contesté les principales mesures prises par le gouvernement dans le cadre ou à la veille de l'année de la femme. En particulier la loi sur la contraception du 4/12/74 qui accorde le droit aux mineures d'utiliser la pilule sans autorisation des parents et assure le remboursement de celle-ci par la Sécurité sociale, et la loi du 17/1/75 qui reconnaît aux femmes le droit d'interrompre volontairement leur grossesse jusqu'à dix semaines. Les représentants de « Laissez-les vivre » ne se sont-ils pas engagés à mener « une croisade de cinq ans » pour venir à bout de la loi sur l'avortement ?

un échec prévisible sur tous les tableaux

L'objectif démographique ne sera pas atteint. Les sacrifices auxquels sont de fait invitées les femmes pour consolider l'« intérêt national » ne risquent pas d'être accordées massivement vues les maigres allocations envisagées.

Pas plus que l'objectif politique d'ailleurs. Ceux qui réclamaient un « salaire maternel » pour rappeler aux femmes que leur place est toujours au foyer et leur fonction de reproduire ne seront pas rassurés par ces demi-mesures.

La crise démographique pas plus que la « crise des valeurs » ne pourra être résorbée par des compensations financières dérisoires.

CLAIRE

